



Le pasteur et écrivain réformateur Orestes Brownson, n'a eu de cesse, pendant une grande partie de sa carrière, de dénoncer les graves insuffisances de la société états-unienne de son temps et de réfléchir aux moyens de la conduire vers une « démocratie véritable ». Sa démarche le distingue de son contemporain français Alexis de Tocqueville, qui a décrit la « démocratie en Amérique » comme un modèle qui porte en lui-même les remèdes à ses maux.

Naomi Wulf retrace dans ce livre les débats d'idées qui ont eu lieu aux États-Unis dans les années 1820 à 1840, celles de la « démocratie jacksonienne », sur le sens à donner au mot *démocratie*. Elle met en lumière les désaccords, les incohérences et les paradoxes qui sont apparus à l'origine de la République américaine. En effet, l'époque pendant laquelle les partisans du président Andrew Jackson exercent une politique dite « démocratique » est celle d'une société en pleine mutation qui s'éloigne de la norme agrarienne pour entamer la révolution du marché et faire ainsi ses premiers pas vers le règne de l'industrie. Brownson et ses amis réformateurs dénoncent ce régime inégalitaire dans lequel l'État n'intervient qu'en faveur des plus riches et se désintéresse du bien-être et de l'éducation des pauvres.

Le lecteur trouvera des rapprochements étonnants entre les deux extrémités de l'histoire de la démocratie moderne : depuis ses débuts mouvementés et contradictoires pendant l'ère du *common man* sous le président Jackson, jusqu'à ce qui peut paraître, de nos jours, une démocratie à bout de souffle, ouverte aux séductions du populisme. L'idéal dont avait rêvé la Jeune République naissante semble s'être dévoyé jusqu'à prendre un tour funeste ; cependant, Orestes Brownson, bien que désabusé par les échecs politiques du peuple, reste un modèle pour ceux qui continuent à penser que si le peuple le veut, oui, il peut rendre ses droits à une vraie démocratie.

*Édité par Élise Marienstras et Nathalie Caron,
avec la collaboration de Sophie Wahnich.*

Spécialiste d'histoire et de civilisation américaines des XVIII^e et XIX^e siècles, Naomi Wulf (1964-2012) était professeure à l'université Sorbonne Nouvelle.

Première de couverture : George Caleb Bingham, *The County Election* (détail), huile sur toile, 1852, Saint Louis Art Museum (Missouri) © Bridgeman Images

Ci-dessus : Orestes Augustus Brownson (1803-1876), gravure © Bridgeman Images

ISBN :
979-10-231-3596-1

<http://pups.paris-sorbonne.fr>

UNE AUTRE DÉMOCRATIE EN AMÉRIQUE



mondes anglophones

Collection « Mondes anglophones »
série Americana
dirigée par Marc Amfreville

La Quête et l'Inquiétude.
La naissance du roman américain (1789-1819)
Juliette Dorotte

De la diversité en Amérique
Olivier Richomme

Poor White Trash.
La pauvreté odieuse du Blanc américain
Sylvie Laurent

série Americana/AFEA

Nuits américaines.
L'art du nocturne aux États-Unis, 1890-1917
Hélène Valance

Eugene O'Neill, le génie illégitime de Broadway
Gwenola Le Bastard

La Relation et l'Absolu.
Lecture de la poésie de T.S. Eliot
Amélie Ducroux

Les Indiens dans le Western américain
Mathieu Lacoue-Labarthe

La Nouvelle-Angleterre : politique d'une écriture.
Récits, genre, lieu
Cécile Roudeau

NAOMI WULF

Une autre démocratie
en Amérique (1824-1844).
Orestes Brownson,
un regard politique

*Édité par Élise Marienstras et Nathalie Caron,
avec la collaboration de Sophie Wahnich*



Ouvrage publié avec le concours de l'université Paris-Sorbonne,
de l'équipe CREW de l'université Sorbonne Nouvelle,
du Réseau par le développement européen de l'histoire
de la jeune Amérique (REDEHJA) et du Centre de recherche
sur l'histoire des États-Unis (CRHEU)

Les SUP sont un service général
de la faculté des Lettres de Sorbonne Université

© Presses de l'université Paris-Sorbonne, 2017
ISBN de l'édition papier : 979-10-231-0559-9
© Sorbonne Université Presses, 2023

Réalisation : Emmanuel Marc Dubois (Issigeac)
Maquette : Compo Méca Publishing (64990 Mouguerre)

SUP

Maison de la Recherche
Université Paris-Sorbonne
28, rue Serpente
75006 Paris
Tél. (33) 01 53 10 57 60

sup@sorbonne-universite.fr

<https://sup.sorbonne-universite.fr>

Pour Julia, pour Frances

Note éditoriale. Sauf mention contraire, les traductions sont de Naomi Wulf.

Chapitre 7

Qui êtes-vous, pasteur Brownson : un radical ou un conservateur ?

Dans la recherche du bien public qui, toute sa vie, anima le pasteur Brownson, plusieurs voies se sont présentées. Au fil de sa quête, Orestes Brownson se refusa à choisir entre la religion et la politique. Il n'emprunta pas la voie politicienne qui l'aurait conduit à représenter le peuple dont il défendait la cause. Il écarta la plupart des compromis que lui proposaient ses amis réformateurs. Il prononça quelques conférences selon l'usage du moment, fit de nombreux sermons du haut de sa chaire, mais c'est la plume qu'il privilégia, produisant articles, essais, oraisons. Le regard posé sur l'histoire et sur les écrits d'illustres prédécesseurs tels que Thomas Paine et Thomas Jefferson, il consigna les observations que lui inspirait l'état de la société jacksonienne qui l'entourait, et produisit une réflexion sur ce que devrait être une démocratie idéale, celle dont avaient rêvé, selon lui, les Pères fondateurs.

On ne peut faire de Brownson un philosophe « des Lumières ». Il n'est pas un poète ni un littérateur. On peut avancer, toutefois, qu'il fut un philosophe politique, autant qu'un publiciste pourvu d'une arme tranchante qui faisait de lui un adversaire redoutable. Ses outils principaux se trouvent d'abord dans l'arsenal de la pensée politique, en l'occurrence, dans ce pays qui a hérité de la *Common Law* britannique, l'outil constitutionnel qui est d'ailleurs au centre des conflits de son temps. Car le débat sur la démocratie dans la période jacksonienne est inséparable des polémiques constitutionnelles. C'est en respectant la Constitution qu'on

échappe à la tyrannie de la majorité, explique John Calhoun, qui invoque le droit des minorités dans la tradition jeffersonienne, revue en fonction des enjeux sudistes contemporains. Brownson puise dans ces arguments constitutionnalistes et les interprète comme expressions de la volonté générale dont procède la République. Il invite alors à une redécouverte de l'étymologie de la démocratie : le *demos* athénien, ce n'est pas le règne de la majorité mais « de *tout* le peuple ». En l'absence de la « force motrice » naturelle qui manque à l'homme, c'est la Constitution, originaire de Dieu et non des hommes, qui y pourvoit, écrit-il en s'inspirant, paradoxalement, du monarchiste Joseph de Maistre, pour qui la loi doit « éman[er] d'une volonté supérieure » qui n'est pas « la volonté de tous¹ ».

Cherchant à apporter un semblant de cohérence à une pensée qui semble osciller constamment, Arthur Schlesinger et les commentateurs qui l'ont suivi constatent une coupure radicale dans la pensée de Orestes Brownson : en 1840, au Brownson radical aurait succédé un Brownson conservateur, orientation confirmée par sa conversion au catholicisme en 1844². La réalité est plus nuancée, car, au cours de sa période dite « radicale », il se démarquait nettement du libéralisme démocrate de ses contemporains. Pouvons-nous alors aller jusqu'à dire que cela fait de lui un « conservateur » ? En 1836, Brownson répond lui-même à la question : il n'est « ni conservateur ni radical, mais une combinaison des deux », le rôle du réformateur étant de faire se rejoindre les deux options³.

Il est vrai que Brownson le démocrate partage certains points de vue avec des penseurs conservateurs tels que Edmund Burke, Louis de Bonald ou Joseph de Maistre et que les

-
1. Orestes Brownson, « Origin and Ground of Government », *The Democratic Review*, avril 1843, p. 338 et 390 ; Joseph de Maistre, *Des constitutions politiques et des autres institutions humaines* [1814], éd. Robert Triomphe, Paris, Les Belles Lettres, 1959, p. 17-18.
 2. Voir Arthur M. Schlesinger, Jr., *A Pilgrim's Progress*, Boston, Little & Brown, 1966 ; Allen Guttman, *The Conservative Tradition in America*, New York, Oxford UP, 1967, p. 78-86 ; Russel Kirk, *The Conservative Mind: From Burke to Eliot*, 7^e éd., London, Regnery Pub., 2001, p. 213-218.
 3. Orestes Brownson, « Editorial Address », *The Boston Reformer*, 1^{er} juillet 1836.

écoles de pensée dont sont issus ces auteurs, nées du rejet de la Révolution française à la fin du XVIII^e et au début du XIX^e siècle, sont difficilement conciliables avec une pensée et une pratique américaines dites « libérales »⁴. Toutefois, tandis que Brownson critique les bouleversements produits par la Révolution américaine, il reste fidèle aux principes fondateurs qu'il place au cœur de sa conception de la démocratie. On peut ainsi soutenir que Brownson, s'il est libéral dans les principes, est à la fois conservateur *et* démocrate dans la pratique.

Par exemple, s'agissant de l'extension du suffrage, abhorrée par les conservateurs anglo-saxons – Edmund Burke, John Adams ou John Randolph de Roanoke –, Brownson penche du côté libéral, inspiré qu'il est en partie par François Guizot⁵. En revanche, sa conception de l'État et de son rapport au peuple, l'insistance surtout qu'il met à faire reposer l'avenir sur le passé, surtout après 1840, le situent dans la droite ligne des conservateurs britanniques. Comme eux, il éprouve une conscience aiguë de l'histoire. Comme eux, il croit en un ordre transcendant et il le situe dans la Constitution. Il assume, enfin, la conception providentielle de la mission américaine, mission qui passe par l'avènement de la démocratie.

Il serait néanmoins abusif de figer le portrait de Brownson dans la figure d'un conservatisme du vieil âge qui aurait succédé à une jeunesse progressiste. Brownson, né, rappelons-le, en 1803, explique cette apparente contradiction par une dialectique où valeur du passé et progrès se rejoignent dans une conception générale de la démocratie que partagent, en cette première moitié du siècle et sans être aussi explicites ou suffisamment nuancés, beaucoup de « conservateurs aventureux » américains

-
4. Edmund Burke, *Reflections on the Revolution in France* [London, 1791], New York, Penguin, 1984 (*Réflexions sur la révolution de France*, Paris/Genève, Slatkine reprints, 1980) ; Joseph de Maistre, *Essai sur le principe générateur des constitutions politiques*, Paris, Société typographique, 1814 ; Louis de Bonald, *Essai analytique sur les lois naturelles de l'ordre social*, Paris, s.n., 1800.
 5. John Adams, *Defence of the Constitutions of Government of the United States of America*, London, s.n., 1787-1788 ; John Randolph de Roanoke, *Proceedings and Debates of the Virginia State Convention of 1829-30*, Richmond (VA), s.n., 1830.

selon l'expression de Tocqueville⁶. Brownson, homme des contradictions et des paradoxes, nous permet ainsi d'éviter l'écueil de la « pensée unique » qui ne voit dans la démocratie que réforme ou révolution sur table rase ; par lui, on saisit mieux la complexité de l'époque et jusqu'à la complexité du politique même.

L'essence du conservatisme, selon l'un de ses théoriciens, c'est le désir de conserver le passé, de maintenir les valeurs et les traditions anciennes⁷. Pour la conception jacksonienne de la démocratie, le passé joue un rôle éminent du fait qu'il s'agit du moment fondateur de la nation, de la république, et, d'une certaine manière, de la démocratie⁸. La référence première de la volonté démocratique est inscrite comme une prophétie dans les intentions premières des Pères fondateurs. C'est à partir de ces prémices que les jacksoniens tendent vers une idéologie démocratique en progrès en matière d'égalité. « Si je le pouvais, je souhaiterais ne pas effacer le passé. Je l'aime trop », écrit Brownson en 1836⁹. Cette profession de foi introduit les pages du *Boston Reformer*, le nouvel hebdomadaire dont Brownson est le rédacteur en chef à Boston. Lui, qui s'était éloigné de la politique au début des années 1830, se tourne à nouveau quelques années plus tard vers les classes défavorisées, notamment par le biais de la Société pour l'union et le progrès chrétiens, qui tente d'allier une religion à visage humain à une amélioration de la condition des travailleurs, en particulier, sur le plan éducatif. Sans craindre de faire fuir ses nouveaux lecteurs, Brownson dit prendre une distance à l'égard des opinions défendues « sept ans plus tôt » lorsqu'il œuvrait politiquement en faveur de l'éducation des travailleurs. Dans les années 1836-1838, plaque tournante en quelque sorte de son évolution, il revient sur la réforme, le progrès, le passé. Dans

6. Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, Paris, Flammarion, coll. « GF », 1981, t. II, p. 316. Voir Marvin Meyers, *The Jacksonian Persuasion: Politics and Belief*, Stanford, Stanford UP, 1960.

7. Russel Kirk, *The Conservative Mind: From Burke to Eliot*, op. cit., p. 7.

8. Jean Baker, *Affairs of Party: The Political Culture of Northern Democrats in the Mid-Nineteenth Century*, Ithaca, Cornell UP, 1983.

9. Orestes Brownson, « Editorial Address », art. cit.

le *Boston Reformer*, il évoque son militantisme pour l'éducation et contre l'emprisonnement pour dettes comme une époque où [il] s'indignait contre le passé et souhaitait en détruire toute trace; [il] voulait détruire la société existante et créer une nouvelle société conçue en fonction de certaines notions de perfection sociale dont [il] rêvait alors¹⁰.

De même, il explique dans les premières pages de la *Boston Quarterly Review*, fondée en 1838, qu'« il fut un temps de ma vie où j'avais le projet d'être un réformateur, un innovateur téméraire, mais ce n'est plus le cas à présent¹¹ ». Cette nouvelle attitude lui vaut d'être associé au romancier contemporain Nathaniel Hawthorne, qui publie ses contes allégoriques dans la *Democratic Review*, la même année où Brownson y contribue. Mais en réalité, Brownson veut pouvoir concilier passé, présent et avenir dans une même démarche qui conduira à la démocratie. Cette recherche l'amène à se trouver en contradiction avec ses anciens amis réformateurs transcendantalistes, Ralph Waldo Emerson au premier chef: « Notre époque est tournée vers le passé », dit Emerson en guise d'ouverture à son célèbre essai, *Nature*, paru en 1836, au moment où Brownson, à son arrivée à Boston, participe au club fondé par Emerson et travaille au *Boston Reformer*¹². Or, comme l'indique le dialogue qui se poursuit entre les deux hommes dans les pages de la *Boston Quarterly Review*, Brownson critique le fondateur du transcendantalisme pour sa conception d'une religion coupée du passé, de ce qu'Emerson appelle « le christianisme historique » fondé sur le culte de Jésus-Christ et non sur l'intuition naturelle¹³. Brownson le félicite

10. *Ibid.*

11. Orestes Brownson, « Introductory Remarks », *The Boston Quarterly Review*, janvier 1838, p. 4. Voir Walter Hugins, *The Reform Impulse, 1825-1850*, Columbia, University of South Carolina Press, 1972; R.W.B. Lewis, *The American Adam: Tragedy and Tradition in the Nineteenth Century*, Chicago, Chicago UP, 1955, p. 188.

12. Ralph Waldo Emerson, *Nature* [1836], dans *Essays and Lectures*, éd. Joel Porte, New York, Literary Classics of the United States, coll. « The Library of America », 1983, p. 5.

13. Ralph Waldo Emerson, *An Address delivered before the Senior Class in Divinity College, Cambridge, Sunday Evening, July 15, 1938*, dans *ibid.*, p. 49. Voir A. Robert Caponigri, « Brownson and Emerson: Nature and History », *The New England Quarterly*, vol. 18, n° 3, septembre 1945, p. 370.

pour sa lecture personnelle des Évangiles, mais il lui reproche d'oublier le legs de la tradition chrétienne¹⁴. Emerson, pourtant, n'est pas aussi éloigné de Brownson que celui-ci l'imagine ; ce n'est pas tant, comme le veut son interlocuteur, à un rejet du passé qu'invite Emerson qu'à une réappropriation individuelle de l'histoire, qui doit être lue activement et non passivement. Mais Brownson insiste sur ce qu'il présente comme son propre revirement : celui-ci consiste non pas à embrasser totalement le passé, mais plutôt à ne pas l'oublier au cours de l'entreprise réformatrice. Il continue à croire « dans l'infinie perfectibilité de l'homme social¹⁵ ».

Tout ce que je demande c'est que le passé puisse rester le passé et que nous ne gaspillions pas notre énergie en nous efforçant inutilement d'en faire le présent ou l'avenir¹⁶.

Car l'enjeu idéologique consiste avant tout pour Brownson à réhabiliter l'idée de progrès : victime du spectre révolutionnaire, celle-ci doit être dissociée de la notion de révolution, de manière à se la réapproprier dans une acception de la démocratie qui ne rompe pas totalement ses amarres historiques. Selon ses interlocuteurs, selon aussi le moment où il écrit, Brownson conçoit le passé comme un garant de l'ordre social, qu'il associe plus ou moins au progrès.

Brownson conçoit le progrès comme « une loi » qu'il nous faut « non seulement[...]tolérer mais pour laquelle il faut partout œuvrer¹⁷ ». Cependant, s'il attribue la « brillante et grande idée de la PERFECTIBILITÉ DE LA RACE » à Rousseau, Helvétius, Voltaire et Condorcet, il en fait remonter l'origine aux réformateurs Luther et Calvin, l'idée de progrès étant présente, selon lui, dans

14. Orestes Brownson, « Mr. Emerson's [Divinity School] Address », *The Boston Quarterly Review*, octobre 1838, p. 510-511.

15. Orestes Brownson, « Democracy of Christianity », *The Boston Quarterly Review*, octobre 1838, p. 470.

16. Orestes Brownson, « Editorial Address », art. cit.

17. Orestes Brownson, « Progress, Our Law », *The Boston Quarterly Review*, octobre 1840, p. 408. Le *Free Enquirer*, qui revendique ouvertement sa filiation avec les Lumières, annonce dès son premier éditorial son « désir de promouvoir la cause du progrès humain » : « Prospectus of *The Free Enquirer* », 29 octobre 1828 ; Orestes Brownson, « Progress of Civilization », *The Boston Quarterly Review*, octobre 1838, p. 406.

l'esprit même des paroles du Christ¹⁸. En comparant l'idée chrétienne du progrès avec sa version moderne sécularisée, il s'insurge contre les préjugés qui accablent les réformateurs et qui traitent d'agitateur, de jacobin ou de visionnaire quiconque œuvre pour le progrès de la société. Allant à l'encontre de la majorité des voix qui s'élèvent des Églises de son temps, il voit le progrès comme relevant avant tout de la société et pas seulement de l'individu : « Le vrai sentiment de notre époque est le progrès social », dit-il en se référant aux saint-simoniens, à Robert Owen, à la révolution de 1830 en France et à Jeremy Bentham¹⁹. Le progrès de l'homme ou de l'humanité que prône le clergé ne devrait donc pas se concevoir indépendamment du progrès de la société. À l'instar de Lamennais, dont il s'inspire également, Brownson se refuse à dissocier progrès et christianisme²⁰. Évoquant l'irréligion de la population ouvrière, il constate qu'elle s'éloigne de la religion traditionnelle comme de la libérale. Elle se tourne même vers le libre examen prôné par Abner Kneeland à Boston ainsi que par Frances Wright et Robert Dale Owen à New York : « Il y a quelque dix ou douze ans, il semblait que la cause de la réforme sociale dans ce pays était liée au rejet des Évangiles²¹ ». C'est en réaction à cette désaffection des Églises que le pasteur unitarien de Boston, William Ellery Channing, fait inviter Brownson par son ami George Ripley à venir prêcher pour les classes défavorisées de

18. Orestes Brownson, « Reform and Conservatism », *The Boston Quarterly Review*, janvier 1842, p. 71-72 (souligné par Brownson).

19. Orestes Brownson, « Education of the People », *The Christian Examiner*, mai 1836, p. 168. Voir Claude Henri Rouvroy de Saint-Simon, *Nouveau christianisme. Dialogues entre un conservateur et un novateur* [1825], reprint Paris, Hachette, 1977 ; Robert Owen, *A New View of Society*, London, Cadell & Davies, 1813 ; Jeremy Bentham, *An Introduction to the Principles of Morals and Legislation*, London, T. Payne & Son, 1789.

20. Le point de départ de l'article « Democracy of Christianity », art. cit., est le compte rendu de trois ouvrages dont deux de l'abbé de Lamennais, *Affaires de Rome. Mémoires adressés au Pape. Des maux de l'Église et de la société, et des moyens d'y remédier* (1837) et *Paroles d'un croyant. Septième édition, augmentée de De l'absolutisme et de la liberté* (1834). L'abbé de Lamennais, dans l'entourage de Guizot, avait tenté de concilier l'Église et les principes libéraux.

21. Orestes Brownson, « Democracy and Reform », *The Boston Quarterly Review*, octobre 1839, p. 480.

Boston. Channing et Ripley misent en effet sur « l'expérience particulière » de Brownson qui a lui-même traversé une phase de scepticisme lors de son militantisme en faveur des travailleurs²². Sa Société pour l'union et le progrès chrétiens se donnera justement comme but de faire revenir la classe ouvrière dans le giron de la religion en insistant sur les rapports entre réforme et religion, par l'enseignement de « l'Évangile de la fraternité humaine »²³. Il faut en effet montrer que les principes démocratiques d'égalité sociale sont contenus dans les Évangiles chrétiens. Le but est de rapprocher « les masses » de l'Église : dans son sermon *On the Wants of the Times*, il dénonce « la distance entre les riches et les pauvres » que l'on constate dans l'Église, distance illustrée par le prix élevé des bancs d'église qui accentue « le caractère aristocratique des Églises » à laquelle s'attaque précisément un « démocrate » comme Abner Kneeland²⁴.

Parallèlement, Brownson veut faire comprendre aux hommes de religion la nécessité du progrès social et de l'engagement politique en leur montrant le lien qui existe entre réforme et christianisme : « Le christianisme est le credo même du réformateur²⁵ ». Son objet est d'encourager les leaders religieux à se joindre au Parti démocrate, le parti du progrès par excellence, qui mène la lutte de « l'homme contre l'argent²⁶ ». Car il ne faut pas toujours voir dans la réforme sociale « un danger pour la paix civile²⁷ » :

Vous luttez pour l'éducation universelle ? [...] Vous défendez les droits de la femme ? [...] Vous êtes pacifiste ? [...] Vous prenez la défense du travailleur ? [...] Vous êtes abolitionniste et désirez

22. George Ripley, « To O.A. Brownson », 26 mars 1834, *Microfilm Edition of the Orestes Augustus Brownson Papers*, Notre Dame (IN) University of Notre Dame Archives Publication, 1966, Roll 1.

23. Orestes Brownson, *Discourse on the Wants of the Times, Delivered in Lyceum Hall, Hanover Street, Boston, Sunday, May 29, 1836*, Boston, James Munroe, 1836, p. 18.

24. *Ibid.*, p. 7 et 10.

25. Orestes Brownson, « Democracy and Reform », art. cit., p. 482.

26. *Ibid.*, p. 485, 508 et 515 ; Orestes Brownson, « Prospects of the Democracy », *The Boston Quarterly Review*, janvier 1839, p. 125.

27. Orestes Brownson, « Progress, Our Law », *The Boston Quarterly Review*, octobre 1840, p. 403.

libérer les esclaves ? [...] Nous vous avons donné des raisons de soutenir le parti de la démocratie²⁸.

On voit bien ici l'ambivalence du projet de Brownson et la difficulté qu'il y a à le situer exactement sur l'échiquier idéologique et politique. Il s'agit pour lui d'une part de promouvoir la réforme sociale auprès des hommes d'Église et ainsi de la présenter comme inoffensive, éloignée des ruptures révolutionnaires, en accord avec les préceptes des Évangiles. Et dans le même temps, il cherche à diffuser la morale chrétienne auprès des travailleurs et des autres catégories de la population les plus sensibles aux paroles des réformateurs.

Quant au progrès, on n'en trouvera pas chez Brownson de conception absolue, mais une notion relative d'un progrès selon le contexte historique : « Les mots changent toujours de teneur suivant les circonstances dans lesquelles ils ont été prononcés²⁹ ». Brownson vérifie son axiome dans l'évolution des partis politiques : en 1838, il rappelle que le Parti whig, « parti de l'immobilisme », en opposition au Parti démocrate, fut le parti du progrès lorsqu'il représentait la classe des marchands en Grande-Bretagne dans la Glorieuse Révolution de 1688³⁰. La notion de « souveraineté populaire », chère au Parti démocrate, doit, elle aussi, être relativisée. En effet, si la souveraineté populaire, « de l'instant où elle fut revendiquée jusqu'à aujourd'hui, [fut] le point de ralliement des amis de la liberté et du progrès », c'est qu'il fallait alors lutter contre la souveraineté des rois et de la noblesse ; mais, les mots « qui contenaient hier la doctrine du progrès, contiennent aujourd'hui une doctrine qui nous ramènerait en arrière »³¹. Brownson, qui « a toujours été avec le parti du mouvement », doit préciser à chaque moment en quoi celui-ci consiste, tout particulièrement lorsqu'il s'agit de rallier la majorité à ce même mouvement³². Il tente donc

28. Orestes Brownson, « Democracy and Reform », art. cit., p. 513-514.

29. Orestes Brownson, « Democracy », *The Boston Quarterly Review*, janvier 1838, p. 48.

30. Orestes Brownson, « Democracy and Reform », art. cit., p. 491.

31. Orestes Brownson, « Democracy », art. cit., p. 48-49, p. 53.

32. Orestes Brownson, « Abolition Proceedings », *The Boston Quarterly Review*, octobre 1838, p. 496.

de réconcilier ce qu'il appelle « le progrès » et « l'ordre », « le progrès » et « le passé ». Il revient sur la division de l'humanité en deux tendances, « le mouvement lui-même étant divisé en deux sections » : « l'une, la section radicale, qui recherche le progrès par la destruction ; l'autre, la section conservatrice, qui recherche le progrès à travers les institutions en place et en accord avec elles³³ ».

Brownson partage avec Emerson la conscience d'un lien nécessaire entre conservatisme et réformisme. Le transcendantaliste reconnaît que, pour le sens commun, le passé et l'avenir sont irrémédiablement opposés ; toutefois, il croit en une alliance naturelle du conservatisme et du radicalisme :

Quand nous ne dépassons pas les considérations générales, nous pouvons affirmer sûrement de ces deux antagonistes métaphysiques que chacun est une bonne moitié, mais ne saurait constituer un tout. Chacun dénonce les abus de l'autre ; mais dans une société véritable, chez un homme véritable, les deux doivent se combiner. [...] Partout dans la nature le passé se combine dans chaque créature avec le présent³⁴.

Depuis le début des années 1830, Brownson s'essaie à résoudre la contradiction entre les deux pôles. Il se trouve pour cela, comme ses amis, confronté à la sémantique. Il est conscient que, pour dissiper les malentendus dont il est victime en raison de ses changements apparents, il doit préciser le sens des termes tels que *libéralisme*, *conservatisme*, *radicalisme*, qui sont apparus avec la Révolution française et qui ne commencent vraiment à être en usage que dans les années 1815-1848³⁵. Face aux attaques, Brownson se trouve placé en première ligne du fait de son passé militant auprès de Frances Wright et Robert Dale Owen dans les années 1829-1830 :

En ce qui concerne les accusations de radicalisme que certains ont lancées contre moi et même contre mes détracteurs, je

33. Orestes Brownson, « Democracy and Liberty », *The Boston Quarterly Review*, avril 1843, p. 280.

34. Ralph Waldo Emerson, *The Conservative* [1841], dans *Emerson. Introduction, traduction et notes par Victor Basch*, Paris, La Renaissance du Livre, 1929, p. 102.

35. Immanuel Wallerstein, « Trois idéologies ou une seule ? La problématique de la modernité » *Genèses*, vol. 9, n° 1, 1992, p. 12.

ne peux que remarquer que le même mot prononcé par des parties adverses est souvent, et peut-être généralement, pris dans des acceptions différentes³⁶.

Ce besoin d'éclaircissement se fait sentir jusque dans les colonnes de la *Democratic Review* qui souffre des mêmes accusations et qui tente de dissiper « l'absurdité du cri d'alarme » entretenu par l'emploi indifférencié de termes tels que ceux de « radicalisme » et de « locofocoïsme, de fanny-wrightisme et d'agrarianisme », dont la revue est la victime³⁷. On l'a vu, O'Sullivan défendra tout d'abord son récent collaborateur auprès de lecteurs surpris par la publication d'articles qui ne reprendraient pas l'idéologie du Parti démocrate officiellement représenté par la revue : loin d'attribuer le conservatisme récent de Brownson à une quelconque « inconstance et incohérence » comme l'en accusent certains, il reconnaît sans acrimonie

[qu']au beau milieu des excès du radicalisme spéculatif dont on l'accusa [Brownson] exagérément, il a toujours formulé les idées conservatrices (nous n'employons ce terme que dans son sens positif) qui étaient des points fixes de sa philosophie [...]³⁸.

Mais l'indulgence de O'Sullivan sera de courte durée. Face au durcissement de la position de Brownson dans les articles ultérieurs, il le renverra de sa revue en décembre 1843.

En fait, ce que Brownson vise à partir de 1836, influencé qu'il est par les doctrines éclectiques de Victor Cousin dont il est le commentateur principal aux États-Unis, c'est la réconciliation des contraires pour la justice et le bien de l'humanité. Victor Cousin correspond avec Brownson, « qui le remercie de lui avoir permis de trouver une base scientifique à sa croyance dans la

36. Orestes Brownson, *Discourse on the Wants of the Times*, *op. cit.*, p. iv ; *id.*, « The Monitor », *Boston Reformer*, 4 août 1836.

37. [John O'Sullivan], « Radicalism », *The Democratic Review*, octobre 1838, p. 99. Dans ces invectives, Frances Wright est appelée par son surnom, « Fanny », d'où le néologisme « fanny-wrightism ».

38. [John O'Sullivan], « Note on "Popular Government" », *The Democratic Review*, mai 1843, p. 537 ; la note suit l'article « Popular Government », signé d'Orestes Brownson. La fameuse remarque de James Russell Lowell sur « Brownson la girouette » résume bien la critique d'incohérence qui est faite à ce dernier par nombre de ses détracteurs et de ses amis, dans James Russell Lowell, *A Fable for Critics*, Boston, Ticknor & Fields, 1864. Voir l'Introduction à ce livre.

nature, Dieu et l'immortalité », tout au long des années 1830³⁹. Sa philosophie inspirée de Hegel revenait à dire que tous les systèmes philosophiques se ramènent à quatre formes fondamentales (l'idéalisme, le sensualisme, le scepticisme, le mysticisme) : le système par excellence, l'éclectisme, consistait à retenir l'aspect positif de chacune de ces formes⁴⁰. Cette philosophie se retrouve en 1836 dans les doctrines récemment adoptées par Brownson qu'il expose dans l'ouvrage *New Views of Christianity, Society and the Church* et qui fondent sa nouvelle approche de la politique :

En politique, comme en morale, en théologie ou en philosophie, nous sommes éclectiques et nous nous réservons la liberté de chercher, d'accepter et de soutenir la vérité et la justice où que nous les trouvions⁴¹.

Contrairement au Royaume-Uni où il existe des conservateurs et des radicaux, et où l'on connaît le chartisme et la lutte des classes, nécessaires dans une société « irrespectueuse des droits et des intérêts du peuple », aux États-Unis, il n'est pas besoin de tels conflits :

Ici, le gouvernement, en ce qui concerne ses fondements théoriques, est institué pour les intérêts du peuple. [...] Il n'y a besoin ni de conservateurs ni de radicaux. Les deux termes devraient être abolis. Ils rendent ennemis ceux qui devraient être amis. Nous voulons des hommes dévoués au bien de l'humanité et rien d'autre⁴².

Dans le « bien de l'humanité », il faut entendre surtout celui qui reste le plus important, à savoir le bien des travailleurs auxquels Brownson assure, même après 1840, lorsqu'il développe une théorie constitutionnelle, qu'il n'a jamais cherché qu'à le défendre, au nom de la justice, du patriotisme et de la religion. À la recherche d'un équilibre entre ces deux

39. Orestes Brownson, « To V. Cousin », 15 novembre 1832, *Brownson Papers*, *op. cit.*, Roll 9.

40. Orestes Brownson, « Remarks on Universal History », *The Democratic Review*, juin 1843, p. 569.

41. Orestes Brownson, *New Views of Christianity, Society and the Church*, Boston, John Munroe, 1836 ; *id.*, « Democracy », *art. cit.*, p. 35.

42. Orestes Brownson, « Editorial Address », *art. cit.*

forces qu'il voudrait fondre en une seule, « une véritable SYNTHÈSE » plus qu'un « éclectisme systématique », Brownson va s'efforcer de toujours accentuer la part de « conservatisme » qui fait défaut chez les « radicaux » et la part de « radicalisme » qui manque aux « conservateurs »⁴³. C'est précisément cette recherche qui lui vaut, selon lui, d'être incompris : « le progrès que nous proposons a offensé les conservateurs et les doctrines conservatrices ont offensé les réformateurs »⁴⁴.

Ainsi, loin de s'opposer, « le conservateur et le radical devraient être combinés dans le même individu »⁴⁵. Cette idée, Brownson la met en scène en 1841 dans « Conversations with a Radical. By a Conservative », dialogue pédagogique comme il s'en fait beaucoup à l'époque, mais qui se distingue de la production habituelle de notre auteur⁴⁶. Alors que, traditionnellement, ce genre est la forme idéologique par excellence en ce qu'il impose l'idéologie dominante, Brownson brouille les pistes. Il jette un doute dans l'esprit du lecteur quant à la parenté idéologique de l'auteur de l'article (l'article est signé « par un conservateur »), transformant la convention du dialogue pédagogique, dans lequel le représentant du discours idéologique dominant (que l'on ne peut ici identifier clairement) convainc l'autre de « la règle »⁴⁷.

Reflet de la vie et de la pensée de Brownson, le dialogue entre le radical et le conservateur veut exonérer son auteur de la partialité qui lui est reprochée de tous côtés. Le radical,

43. Orestes Brownson, « Reform and Conservatism », art. cit., p. 68 (souligné par Brownson). Brownson dit s'éloigner de l'éclectisme à la Cousin au début des années 1840.

44. *Ibid.*, p. 69.

45. Orestes Brownson, « Editorial Address », art. cit.

46. Orestes Brownson, « Conversations with a Radical. By a Conservative », *The Boston Quarterly Review*, janvier et avril 1841.

47. Claude Lefort donne une explication convaincante du « discours idéologique » : « En tant qu'il se donne comme discours idéologique sur le social, s'extrayant du social, le discours idéologique se développe sous le signe de l'impersonnel, il véhicule un savoir qui est censé surgir de l'ordre des choses. Mais il lui est essentiel de rendre visible la distinction, à tous les niveaux, du sujet qui s'érige de par son articulation avec la règle, qui s'énonce lui-même en l'énonçant, et de l'autre qui n'a pas dignité de sujet, pour n'avoir pas accès à la règle », (*Les Formes de l'histoire. Essais d'anthropologie politique*, Paris, Gallimard, 1978, p. 519).

porteur du « vrai christianisme » qui œuvre pour « les masses laborieuses », est en lutte contre les inégalités et la misère des ouvrières « au visage pâle, enchaînées à leur métier à tisser »⁴⁸. La réforme sociale doit s'accompagner d'une réforme morale, telle que la prêche le conservateur. L'éducation et l'abolition du droit d'héritage sont seules à même de venir à bout des inégalités :

C[onservateur]. Mais mes enfants ont le droit d'hériter de ma propriété. C'est un droit universellement reconnu et sanctionné par la pratique à toutes les époques et dans toutes les nations.

R[adical]. Vous voulez dire, un droit universellement *rejeté* et qui n'est sanctionné par la pratique d'*aucune* époque et d'*aucune* nation⁴⁹.

Alors que le conservateur se présente comme « pur conservateur » (« je n'ai pas une graine de radicalisme en moi »), il découvre un radical d'un genre nouveau : « Vous êtes un radical étrange. Je ne savais pas auparavant que les radicaux pensaient au passé si ce n'est pour le condamner. J'ai toujours pensé qu'ils n'avaient d'yeux que pour l'avenir »⁵⁰. De ce dialogue fictif, il ressort non pas ce que le narrateur conservateur propose, mais une image de la combinaison que souhaite réaliser Brownson. Sans pour autant se référer explicitement aux acquis de la Révolution, Brownson cherche à instaurer un équilibre entre progrès à venir et passé, révolu mais assumé :

Le passé a fait son devoir. Il a fait ce qu'il a pu. Prenons la vérité que nous trouvons dans ses symboles et ajoutons-y toute vérité additionnelle que l'action libre de notre esprit et de notre cœur peut découvrir⁵¹.

Plutôt que le « passé idéal » contenu dans les monuments, les livres, les préceptes moraux, il s'agit de retrouver ce qu'il appelle « le vrai passé », car le passé ce n'est pas l'accumulation de

48. Orestes Brownson, « Conversations with a Radical. By a Conservative », janvier 1841, art. cit., p. 9-10.

49. *Ibid.*, p. 13-17 ; *id.*, « Conversation with a Radical. By a Conservative », avril 1841, art. cit., p.140.

50. Orestes Brownson, « Conversations with a Radical. By a Conservative », janvier 1841, art. cit., p. 3 et 29.

51. Orestes Brownson, « Progress, Our Law », art. cit., p. 407.

monuments, mais « l'assimilation morale de la vérité⁵² ». C'est-à-dire « uniquement ce qui a été réalisé et qui est devenu partie intégrante de la vie [...]. C'est ce que nous appelons la tradition » :

[la tradition] constitue notre progrès passé, la croissance que nous avons déjà atteinte ; et c'est le point de départ pour un nouveau progrès, pour une croissance encore plus noble⁵³.

La « croissance », elle, n'est pas « la création de facultés nouvelles ou d'éléments nouveaux », mais « l'élargissement de ce qui constituait l'homme à l'origine⁵⁴ ». Brownson se fie à la conception téléologique du progrès dans la tradition chrétienne, qui s'oppose à l'idée moderne d'un progrès sans fin⁵⁵. Sa lecture de l'histoire est ambiguë du fait qu'il emprunte à des sources diverses et qu'il reste vague sur les contenus de ce qu'il expose. Dans sa définition de la tradition, Brownson reprend la pensée d'Emerson sur l'histoire, dans la mesure où sa conception de la tradition, vivante et individuelle, se distingue d'une accumulation historique sans contenu. On y reconnaît également la tentative de réhabiliter le courant burkien de la tradition, aussi antirationaliste soit-il : « [...] nous ne sommes jamais totalement neufs dans ce que nous acquérons ; jamais totalement vieux dans ce que nous conservons⁵⁶ ».

Enfin, sous l'effet de la lecture des cours donnés par le doctrinaire libéral François Guizot en 1828-1829 (auxquels a assisté, entre autres, le jeune Tocqueville), et publiés sous le titre *Histoire de la civilisation en Europe*, Brownson acquiert une conception de l'histoire de la civilisation européenne et américaine qui est celle d'une continuité sans heurts, sans rupture, en un mot, sans révolution. Respectueux de l'importance de la pensée de l'historien de la Restauration et futur homme d'État, Brownson,

52. Orestes Brownson, « Reform and Conservatism », art. cit., p.68.

53. *Ibid.*, p. 63-64.

54. *Ibid.*, p. 64-65.

55. Christopher Lasch, *The True and Only Heaven: Progress and its Critics*, New York, Norton, 1991, p. 17.

56. Edmund Burke, *Réflexions sur la révolution de France*, trad. cit., p. 64. La position de Brownson s'apparente à celle qu'adoptera plus tard Karl Popper dans « Pour une théorie rationaliste de la tradition », dans *Conjectures et réfutations : la croissance du savoir scientifique*, trad. M.I. et M.B. de Launay, Paris, Payot, 1985.

contrairement à son habitude, le cite soigneusement avec notes et références. Comme Guizot dont, selon Pierre Rosanvallon, « le projet [...] est de redonner une unité à l'histoire de France sur la durée, d'en montrer la cohérence dans le cadre d'une intelligence globale du mouvement de la civilisation », Brownson s'efforce de retracer les grands moments de la civilisation moderne, qu'il voit progresser d'une conception de l'État omniprésent face à un individu qui n'est rien⁵⁷. De « l'état sauvage » dominé par les barbares, à l'état de civilisation dont les éléments fondamentaux sont, selon un ordre non chronologique: « l'Église, dépositaire de la civilisation la plus vieille ou sacerdotale »; « la Royauté ou les souvenirs de la Rome impériale »; « le Republicanisme ou les souvenirs de la République romaine »; et « le Féodalisme en germe, qui incarna un nouveau facteur, celui de liberté personnelle »⁵⁸. Le progrès de la civilisation moderne dépend ainsi de l'équilibre entre ces quatre piliers « essentiels au bon fonctionnement de la société⁵⁹ ».

Plus fortement encore que Guizot, qui attribue aux classes moyennes, dont l'émergence politique date des communes du Moyen Âge, un rôle tout particulier dans le progrès de la civilisation, Brownson attribue le « changement [à] l'élévation, [au] progrès et [à] la domination du pouvoir de l'argent, représenté et maintenu par ce que nous appelons la classe des affaires dans la communauté⁶⁰ ». En revanche, il déplore la Réforme qui marque pour Guizot une salutaire séparation de l'Église et de l'État, et lui préfère l'union antérieure de l'Église et de l'État. Cet aspect de sa pensée le rapproche encore d'Edmund Burke, dont il se différencie par ailleurs par sa vision de l'histoire, mouvement hégélien de réalisation d'une idée, alors que pour Burke, elle est avant tout accumulation d'expériences⁶¹.

57. Pierre Rosanvallon, *Le Moment Guizot*, Paris, Gallimard, 1985, p. 195.

58. Orestes Brownson, « Tendency of Modern Civilization », *The Boston Quarterly Review*, avril 1838, p. 211-212.

59. *Ibid*, p. 212.

60. François Guizot, *Essai sur l'histoire de France* [1823], cité par Pierre Rosanvallon, *Le Moment Guizot*, *op. cit.*, p. 196; Orestes Brownson, « Tendency of Modern Civilization », *art. cit.*, p. 227.

61. Edmund Burke, *Réflexions sur la révolution de France*, trad. cit., p. 63-64.

Le gouvernement selon Burke est hérité et non institué ; son histoire est le cumul d'une longue série d'épisodes qui commencent avec la Grande Charte en 1215 et passent par la Déclaration des droits qui fonde les deux chambres sous Guillaume d'Orange et Marie II en 1688. L'histoire burkienne est hors de portée des hommes et ne peut que se conformer à un système immuable. La polémique de Burke avec Thomas Paine nous permet de mieux comprendre que Brownson, plus proche de la pensée de Paine, n'est pas un véritable conservateur. Lisons Burke :

Chaque contrat, dans chaque état particulier, n'est qu'une clause dans le grand contrat primitif de la société éternelle [...] qui relie le monde visible et invisible conformément à un pacte fixé, sanctionné par le serment inviolable qui maintient toutes les natures physiques et morales, chacune dans les places qui leur ont été assignées⁶².

L'histoire selon Paine est vectorisée par un progrès inéluctable bien que soumis à la volonté des hommes :

Il n'y eut, il n'y aura jamais, il est même impossible qu'il existe dans aucun temps ni aucun pays un parlement, une catégorie d'hommes, ou une génération d'hommes, qui ait le droit ou le pouvoir de lier et d'astreindre la postérité jusqu'à « la fin des temps », ou de décider pour toujours comment le monde doit être gouverné et par qui il doit l'être. [...] Chaque siècle, chaque génération, doit avoir la même liberté d'agir, dans *tous les cas*, que les siècles et les générations qui l'ont précédé⁶³.

Lorsqu'il se réfère au passé, Brownson semble tenir à se situer à mi-chemin entre Paine et Burke, c'est-à-dire à retrouver, loin de la table rase préconisée par Paine, le sens de la tradition⁶⁴. Mais sous la plume de Brownson, cette tradition se rattache à la Révolution américaine. Contrairement à Edmund Burke et,

62. *Ibid.*, p. 203.

63. Thomas Paine, *Les Droits de l'homme* [1792], trad. Bernard Vincent, Nancy/Paris, Presses universitaires de Nancy/Ligue des Droits de l'Homme, 1991, p. 35.

64. On retrouve ici la contradiction, relevée ailleurs, au sein même de la pensée de Paine qui « réfute l'opinion de Burke selon laquelle “les morts gouvernent les vivants” » et qui « propose cependant un gouvernement qui ne connaîtra pas de fin » (Élise Marienstras, *Nous, le Peuple. Les origines du nationalisme américain*, Paris, Gallimard, 1988, p. 373).

chez les Français, à Louis de Bonald, lesquels rejettent tous deux l'idée même de révolution, Brownson, à l'instar de Guizot, cherche à l'intégrer dans un schéma de continuité. C'est parce que le passé qu'il veut faire revivre est celui de la Révolution que Brownson oscille entre les deux premiers penseurs, ou plutôt qu'il refuse Paine en semblant se rapprocher de Burke.

Brownson conçoit la Révolution américaine comme le commencement absolu :

Nous prenons le système politique américain comme notre point de départ, nos données primitives, et nous rejetons tout ce qui lui répugne, tandis que nous acceptons et exigeons tout ce qui est essentiel à sa préservation.

On a là l'affirmation que les institutions héritées de la Révolution sont fondamentales en ce qu'elles marquent l'aboutissement d'une longue lutte pour le progrès :

Nous avons accepté de tout cœur le système politique adopté par nos pères. Nous considérons ce système comme l'accomplissement le plus brillant de l'Humanité, comme un système où se concentre tout le progrès passé et qui conjugue les derniers résultats de la civilisation passée⁶⁵.

Il en découle que « le premier devoir des amis de la liberté, de la démocratie, du progrès, c'est de protéger les institutions politiques établies par nos pères⁶⁶ ». Brownson décèle le caractère fonctionnel des discours du 4 juillet qui marquent l'anniversaire de l'Indépendance. Ils sont l'occasion de célébrer, comme on l'a vu plus haut, le caractère national, l'esprit révolutionnaire « du temps des épreuves, pour l'âme des hommes », qui, après avoir donné naissance à « la première république libre du monde », s'est transmis partout en Europe, en France, au Royaume-Uni, en Pologne⁶⁷.

65. Orestes Brownson, « Abolition Proceedings », art. cit., p. 494.

66. *Ibid.*, p. 498.

67. « These are the days which try men's souls » : la citation du *Sens commun* de Thomas Paine est reprise dans deux des discours du 4 juillet de Brownson (*Le Sens commun*, trad. Bernard Vincent, Paris, Aubier, 1983) ; Orestes Brownson, *An Address, on the Fifty-fifth Anniversary of American Independence Delivered at Ovid, Seneca Co., N.Y. July 4, 1831*. Ithaca, S.S. Chatterton, 1831, p. 4, p. 16 ; *id.*, *An Address, Delivered*

La consécration du moment fondateur n'empêche pas que celui-ci soit également facteur de réforme sociale. Mais, tout en agissant pour un accroissement des droits sociaux et individuels, il n'est pas question de rejouer la Révolution, bien au contraire. Il s'agit de continuer à mettre en œuvre les principes premiers de « nos pères » et ainsi d'« élever les classes laborieuses dans le cadre des limites » prévues par les institutions⁶⁸. Aussi Brownson réfute-t-il l'adéquation entre progrès et révolution, puisque cette dernière est synonyme de désordre : « Notre principe est le suivant : pas de révolution, pas de destruction, mais du progrès », car « nous ne voulons pas voir prêcher le progrès au détriment de l'ordre⁶⁹ ». C'est par opposition à un esprit révolutionnaire que Brownson se considère « conservateur » en 1836 :

J'ai été un vrai révolutionnaire dans mes principes et dans mon esprit. Je suis à présent davantage un conservateur. L'époque de la révolution est passée. Nous vivons à une époque, ou du moins dans un pays, de progrès ordonné et légalisé⁷⁰.

Le progrès et la réforme sont ainsi dégagés de toute suspicion de destruction. Les principes qui sont à la base de la démocratie sont dénués de tout désordre révolutionnaire, Brownson, invitant ses lecteurs à œuvrer « pour *parfaire* et non pas détruire toute institution sociale ». Brownson conçoit l'expérience américaine comme l'aboutissement d'un processus auquel les pays d'Europe ne sont pas encore parvenus :

Ici c'est différent. Ici il n'y a pas d'ordre établi à briser, pas de classe privilégiée à détruire, pas de changements des lois fondamentales à effectuer⁷¹.

at Dedham, on the Fifty-eighth Anniversary of American Independence, July 4, 1834, Dedham (MA), H. Mann, 1834, p. 24.

68. Orestes Brownson, « Abolition Proceedings », art. cit., p. 494.

69. Orestes Brownson, « Democracy », art. cit., p. 73 ; *id.*, « Education of the People », *The Christian Examiner*, art. cit., p. 163.

70. Orestes Brownson, « Editorial Address », art. cit.

71. Orestes Brownson, *Discourse on the Wants of the Times*, *op. cit.*, p. 21 (souligné par Brownson).

En 1842, Brownson déclare que le vrai réformateur œuvre toujours pour « accomplir le passé, jamais pour le détruire⁷² ». John Calhoun, sénateur de Caroline du Sud, dont la réaction à la politique jacksonienne intéresse Brownson depuis la fin des années 1830, partage ces idées. Et d'ailleurs, pour Brownson, Calhoun offre l'exemple du « vrai conservateur dans son sens le plus complet » : il s'oppose à l'insurrection et souhaiterait « préserver nos institutions dans leur pureté et les administrer selon leur véritable intention et signification »⁷³. D'après le politiste Denis Lacorne, c'est cet esprit conservateur qui est à l'origine de la tendance au xx^e siècle de la lecture « intentionnaliste » de la Constitution⁷⁴. Les intentionnalistes des temps présents, comme le juge William Rehnquist, qui présida la Cour suprême de 1986 à 2004, refuseront toute autre interprétation de la loi fondamentale que celle qu'en donnèrent les Pères de la Constitution en 1787.

À lire les termes très généraux dans lesquels Brownson condamne les désordres révolutionnaires et la destruction des institutions existantes, on pourrait croire qu'il répudie la Révolution de 1776. En réalité, il ne philosophe pas dans l'abstrait. Il vit très intensément son époque, celle qui voit s'affronter sudistes et nordistes, abolitionnistes et partisans du droit des États à régir leur société. C'est en partie par aversion pour le désordre et l'excès que Brownson, dans les années 1830, s'en prend au mouvement abolitionniste et notamment à l'action menée par la Société anti-esclavagiste américaine (*American Anti-Slavery Society*) : « Ils ne respectent pas le gouvernement dans son essence⁷⁵ ». Il pose la question de l'adéquation des méthodes et des revendications au droit à la rébellion des abolitionnistes proches de William Lloyd Garrison – un droit inclus dans l'histoire de la République américaine depuis la

72. Orestes Brownson, « Reform and Conservatism », art. cit., p. 60.

73. Orestes Brownson cite Calhoun dans « Origin and Ground of Government », art. cit., p. 395-396.

74. Denis Lacorne, *L'Invention de la république. Le modèle américain*, Paris, Hachette, coll. « Pluriel », 1991

75. Orestes Brownson, « Abolition Proceedings », art. cit., p. 493.

déclaration d'Indépendance. Or, dès 1831, et bien qu'il soit partisan d'abolir l'esclavage, Brownson dénonce les principes et la stratégie du mouvement abolitionniste. L'action des garrisoniens « immédiatistes » tend en effet à se durcir au cours de la décennie. La Société anti-esclavagiste américaine rédige une charte en 1833, et elle use de méthodes communes à tous les mouvements réformateurs, notamment la diffusion massive de tracts (plus de 75 000 entre 1835 et 1838), financée par les frères Tappan, de riches marchands qui soutiennent principalement la cause de la secte évangélique par d'importants subsides⁷⁶. Des pétitions sont adressées au Congrès. Ces méthodes rencontrent un certain succès populaire : en 1838, les abolitionnistes rassemblent plus de 400 000 signatures. Cependant, la méthode des pétitions, censurée par le Congrès en 1836 par « la règle du bâillon » (*Gag Rule*) – qui fait scandale –, ne recueille pas non plus l'assentiment de Brownson.

Que signifient ces milliers de pétitions envoyées au Congrès avec leur sept cent mille signatures, dont une proportion importante sont celles de femmes et d'enfants⁷⁷ ?

Quant aux autres réformateurs, dont ceux qui manifestent en faveur du droit des femmes, ils sont de plus en plus actifs. En 1837, les sœurs Angelina et Sarah Grimké entament une série de conférences en Nouvelle-Angleterre. Brownson semble s'éloigner de ces mouvements radicaux qui ont pourtant été ses premiers alliés. Notamment, il reproche aux abolitionnistes de se mêler des questions d'actualité telles que « l'abolition de l'esclavage dans le District de Columbia », ou la question contemporaine de « l'annexion du Texas »⁷⁸. Il cite *in extenso*, mais sans prendre position, le tract intitulé « Droits humains » (« *Human Rights* ») émanant de la Société anti-esclavagiste américaine, qui provoque un déluge de pétitions. Il est donc d'accord sur le fond, mais reproche aux abolitionnistes de semer

76. Ronald G. Walters, *American Reformers, 1815-1860*, New York, Hill & Wang, 1978, p. 80. Voir aussi Aileen S. Krador, *Means and Ends in American Abolitionism: Garrison and his Critics on Strategy and Tactics*, Chicago, I.R. Dee, 1989.

77. Ronald Walters, *American Reformers, 1815-1860*, *op. cit.*, p. 80-87.

78. Orestes Brownson, « Abolition Proceedings », *art. cit.*, p. 477-478.

le trouble au lieu de poser les problèmes sur la place publique et d'établir un vrai débat :

leur objet n'est pas de discuter [de l'esclavage], mais de l'abolir, et leurs moyens de l'abolir ne consistent pas dans des discussions calmes et rationnelles, mais dans l'agitation, l'excitation de la communauté dont ils attisent les passions [...] ⁷⁹.

Les passions, en effet, éclatent dans les deux bords. Les anti-abolitionnistes déclenchent des émeutes, comme à Boston en octobre 1835, lorsqu'une foule promène Garrison au bout d'une corde. Ces émeutes se multiplient, à Cincinnati en 1836, 1841 et 1843, à New York en 1834 et à Utica en 1835⁸⁰. Jusqu'en 1838, Brownson, malgré son hostilité aux méthodes provocatrices des abolitionnistes, reste de leur côté. À l'occasion d'une autre émeute à Boston, une « émeute de *gentlemen* » typique des mouvements anti-abolitionnistes, il souligne la légitimité de l'action de la Société anti-esclavagiste américaine et la fermeté de ses convictions, même face à la violence. À partir de 1838, alors que se raidissent les méthodes des abolitionnistes, il prend ses distances, mais avec regret :

Nous sommes désolés d'avoir à nous séparer des abolitionnistes. Il y a quelque chose d'excessivement déplaisant dans le fait de s'opposer, même en apparence, aux défenseurs de la liberté⁸¹.

Si l'impulsion qui motive les abolitionnistes – celle qui viserait à « libérer deux ou trois millions d'esclaves⁸² » – est légitime, et s'il a cru un temps en leur lutte pour une liberté de « discussion », Brownson en appelle à présent à la raison et s'oppose à des pratiques qui portent atteinte à la liberté :

79. *Ibid.*, p. 479.

80. Voir Leonard L. Richards, « *Gentlemen of Property and Standing* »: *Anti-Abolition Mobs in Jacksonian America*, New York, Oxford UP, 1970, et Lewis Perry, *Radical Abolitionism: Anarchy and the Government of God in Antislavery Thought*, Ithaca, Cornell UP, 1973.

81. Orestes Brownson, « Abolition Proceedings », art. cit., p. 496.

82. *Ibid.* Il y avait en 1836, deux millions cinq cent mille noirs en esclavage. Voir Harry L. Watson, *Liberty and Power: The Politics of Jacksonian America*, New York, Hill & Wang, 1990, p. 13.

Les associations, la surveillance sectaire et morale engloutissent rapidement la liberté individuelle et font que l'individu n'est plus qu'un appendice d'une énorme machine sociale, sans esprit ni volonté propre.

Conscient des pressions que ce mouvement exerce sur les deux partis politiques, il se sent obligé de prendre position contre les activistes abolitionnistes. La liberté n'est pas telle qu'ils la définissent; elle se trouve dans le respect des institutions de la république :

En conclusion, nous voudrions ajouter que, selon nous, le premier devoir des amis de la liberté, de la démocratie et du progrès est de protéger les institutions politiques établies par nos pères⁸³.

En s'en prenant aux excès des abolitionnistes qui prennent une place croissante dans son argumentation sur la démocratie, il met une limite au droit d'un peuple à se rebeller, celle d'observer le principe de liberté. Respectueux du passé, mais d'un passé qu'il reconstruit, Brownson prône le retour aux institutions nées de la Révolution, dans ce qu'il nomme « l'esprit de 98 » [celui des « Résolutions de Virginie et du Kentucky » qui soutenaient le droit des États à « nullifier » des lois inéquitables], plutôt que « l'esprit de 76 » [de la déclaration d'Indépendance qui affirme le droit des peuples à se rebeller contre la tyrannie], que cultivent les abolitionnistes.

Les années 1830 sont justement le moment où, avec l'essor de l'industrialisation du Nord, l'expansion vers l'Ouest et le développement de l'économie de plantation au Sud, la question du droit des États sudistes à conserver et développer leur mode de production esclavagiste – comme de leur rôle de fournisseur de matières premières au Nord américain et au Royaume-Uni – se fait plus pressante. Les poussées abolitionnistes des réformateurs et les intérêts des producteurs du Nord entrent en conflit avec le Sud qui s'appuie sur le droit des États à « nullifier » toute loi fédérale (notamment douanière) qui peut nuire aux intérêts d'un ou plusieurs États du Sud. Cela trente ans avant

83. Orestes Brownson, « Abolition Proceedings », art. cit., p. 498.

la guerre de Sécession, dont personne ne peut imaginer les désastres qu'elle causera. Mais les menaces de « nullification » des lois fédérales par un État vont parfois jusqu'à des pensées sécessionnistes dangereuses pour l'intégrité de la nation.

Orestes Brownson ne semble pas se soucier des conséquences possibles de la position qu'il prend lorsqu'il prête main forte au sénateur sudiste John C. Calhoun. Dans ce débat sur les rôles respectifs de l'État fédéral et des États, la question du maintien de l'esclavage ou de son abolition occupe pourtant la première place. Brownson se dit « opposé de tout cœur » à l'esclavagisme, mais il se sépare des abolitionnistes au nom de la souveraineté des États : « Le Sud nous dit que c'est son affaire et non la nôtre, et que nous n'avons aucun droit de nous en mêler. Le Sud n'a-t-il pas raison⁸⁴ ? » Brownson et Calhoun ne sont pas les premiers à avoir associé l'esclavage et le droit des États. L'argument avait été avancé lors de la rédaction de la Constitution en 1787 ; il jouera un rôle central dans le conflit qui mènera à la guerre de Sécession. La victoire du Nord en 1865 résoudra partiellement le dilemme qu'affrontent Brownson et ses contemporains au sujet de la souveraineté des États : par quelle instance est incarnée la nation ? à qui le peuple voue-t-il sa loyauté ? quel est l'État dont les individus sont citoyens ?

En vertu de leur conception de la souveraineté des États, Brownson et Calhoun décrivent les États tantôt comme « une seule nation », tantôt comme « vingt-six nations indépendantes » :

Nous, les habitants du Massachusetts, n'avons pas plus à nous occuper de la politique intérieure et des institutions sociales de la Caroline du Sud, que de la politique intérieure de la Russie, de l'Autriche ou de la Turquie⁸⁵.

Brownson en déduit que « l'esclavage dans les États n'est pas une institution nationale », c'est-à-dire « une institution sur laquelle le peuple des États-Unis, au sens où c'est un peuple, a

84. Orestes Brownson, « Slavery-Abolitionism », *The Boston Quarterly Review*, avril 1838, p. 242.

85. *Ibid.*

quelque contrôle que ce soit »⁸⁶. Seul l'esclavage dans le District de Columbia et dans les Territoires qui appartiennent aux États-Unis pourrait à la rigueur tomber sous la juridiction des États-Unis. Mais alors, l'abolition de l'esclavage serait le fruit de pressions indirectes, plutôt que celui d'une « concertation de tous les États esclavagistes⁸⁷ ».

Brownson tente ainsi de définir la nature du « droit des habitants des États libres d'interférer avec l'esclavage ». « Quel est ce droit ? », répète-t-il en 1838, tout au long d'un article dont le point de départ est un texte de William E. Channing, *Slavery*, publié deux ans plus tôt, avant de conclure provisoirement que

la vraie question à débattre entre les abolitionnistes et le Sud n'est pas de savoir si l'esclavage est bon, mauvais ou indifférent, mais de savoir si un État peut s'arroger le dessein de changer les institutions d'un autre État et d'adopter une série de mesures spécifiques dans ce but? Là est la question⁸⁸.

Ainsi, l'esclavagisme, comme il arrive souvent dans l'argumentation de Brownson, est subordonné à d'autres questions qu'il considère plus pertinentes quant à la définition de la démocratie :

Tant que nous n'avons pas résolu la controverse sur les droits des États et les droits individuels [...] il est peu judicieux tout comme il est futile de toucher à la question de l'esclavage. Pour le moment, il n'y a pas de garantie, et on ne peut en donner, que l'esclave sera un homme libre même s'il est déclaré libre par les lois. Il faut que cette garantie soit obtenue avant de tenter de l'émanciper⁸⁹.

Brownson conclut d'une manière semblable l'article « Abolition Proceedings », publié la même année, en invitant d'abord ses lecteurs et la classe politique à trouver une solution pour résoudre les inégalités dans le pays avant de songer à émanciper les esclaves qui ne feront que grossir les rangs des « salariés ».

86. *Ibid.*, p. 243-244.

87. *Ibid.*, p. 244.

88. *Ibid.*, p. 246. Voir William E. Channing, *Slavery*, Boston, J. Munroe & Co., 1836.

89. Orestes Brownson, « Slavery-Abolitionism », art. cit., p. 260.

La question de la limite du droit d'ingérence aurait pu également être posée en ce qui concerne les relations avec les Indiens, sujet « qui a pris une importance jamais ressentie auparavant dans notre histoire », mais sur lequel Brownson ne s'attarde pas, si ce n'est pour rendre compte brièvement de la civilisation indienne et de l'entreprise de déplacement (*removal*) des Cherokees par le gouvernement fédéral, votée par le Congrès en 1830. La politique menée à l'égard des Cherokees fait l'objet de nombreux débats entre les whigs et le gouvernement démocrate. Pour une fois, une partie de l'opinion publique a soutenu la cause des Cherokees, comme le reconnaît Brownson :

Des efforts philanthropiques louables sont mis en œuvre pour sa [*i.e.* la nation cherokee] préservation et son développement. Des individus qui agissent de concert avec différentes sociétés, organisées avec la sanction du gouvernement fédéral, travaillent avec énergie et zèle afin d'améliorer la condition morale et intellectuelle de cette variété singulière de la race humaine⁹⁰.

On est encore loin du racisme scientifique, mais on sent chez Brownson l'influence de la conception dix-huitiémiste de l'unité de l'espèce humaine et de ses variantes : par exemple, la « variété singulière » de « l'Indien d'Amérique du Nord n'est pas sans présenter un bon nombre des attributs les plus nobles de l'âme humaine »⁹¹. Comme les philanthropes du moment, Brownson met l'accent sur la nécessité d'une mission civilisatrice encouragée par le gouvernement. En outre, tout en évoquant le désaccord entre le président Jackson et la Cour suprême, il ne s'inquiète pas de la question du droit d'ingérence de la Cour dans les affaires de la Géorgie, qui a réclamé l'expulsion des Cherokees des terrains argentifères, mais il reste pris dans les rets des luttes partisans.

Plutôt que de s'engager sur un terrain glissant, Brownson conclut prudemment que la question de savoir « s'il fallait

90. Orestes Brownson, « Our Indian Policy », *The Boston Quarterly Review*, avril 1839, p. 229.

91. *Ibid.*, p. 231-234 et 254

considérer [les nations indiennes] comme des nations *étrangères* et traitées en conséquence, ne semble jamais avoir été clairement résolue⁹² ». Il ne fait là que mettre en évidence une ambiguïté qui règne depuis les débuts de la colonisation : les Américains disputent simultanément des principes empruntés à la souveraineté anglaise, à la souveraineté indienne et à la souveraineté américaine. Brownson s'empresse d'ailleurs de rejeter la responsabilité des conflits actuels sur les colons anglais :

Le droit de considérer les Indiens comme des nations dépendantes n'est pas né avec le gouvernement des États-Unis. Les autorités coloniales l'ont exercé bien avant qu'aucune forme de gouvernement ne fût conçue dans le Nouveau Monde⁹³.

C'est en vertu d'une critique de ce que l'on pourrait dire « le droit d'ingérence » qui réunit, sous une même rubrique, les questions fiscales et celles de l'esclavage, que Brownson prolonge la pensée souverainiste de Calhoun en appelant à la création d'un parti qui réunirait tous ceux qui souffrent de la centralisation :

Nous appelons à la création d'un parti constitutionnel qui serait composé des plus petits États, des États esclavagistes et de la vraie démocratie du pays ; or, ce que nous entendons aujourd'hui par démocratie, ce sont les vrais amis des droits égaux et du progrès social⁹⁴.

Il en va ici de l'essence même du démocrate. Car « *être démocrate* », ce n'est pas « *se faire appeler démocrate* » : le « vrai parti démocrate », c'est le parti de la Constitution et de l'égalité des droits⁹⁵.

Tout en adoptant une position qui lui a parfois valu l'étiquette de conservateur, Brownson est à la recherche d'un principe qui lui permette de continuer la lutte sociale qu'il n'a

92. *Ibid.*, p. 245 (souligné par Brownson).

93. *Ibid.*, p. 237. Voir Élise Marienstras, « Souveraineté et propriété du territoire de la période coloniale aux débuts de l'ère nationale : conflits et ambiguïtés », *Cahiers Charles V*, n° 5, « Espaces américains », 1984, p. 7-22

94. Orestes Brownson, « Our Future Policy », *The Boston Quarterly Review*, janvier 1841, p. 90.

95. *Ibid.*, p. 74-75 (souligné par Brownson).

pas abandonnée. Il voit dans le respect du droit des États une des facettes de cette lutte. Il défend les droits des minorités, qu'il ne confond pas forcément avec les droits du Sud, ce en quoi il prend finalement ses distances à l'égard de Calhoun ; il s'élève aussi contre les tarifs douaniers souhaités par l'industrie nordiste, et qui nuiraient aux minoritaires, tant les travailleurs du Nord que les planteurs du Sud :

Ce que nous pensons jusqu'ici atteindre, en exhortant le parti politique aux côtés duquel nous agissons, à être davantage démocratique, nous sommes à présent convaincu qu'on peut y arriver seulement en établissant d'abord un ordre constitutionnel rigide, en ramenant le gouvernement aux vrais principes de la Constitution [...]. Et c'est précisément ce qu'exigent toutes les classes laborieuses dont nous avons toujours pris à cœur les intérêts et que nous pensons toujours défendre⁹⁶.

Les minorités recouvrent des réalités différentes suivant les commentateurs. Par exemple, dans les articles 10 et 51 des *Federalist Papers* de 1788, le terme *minorité* désigne plutôt les « riches possédants et propriétaires » – une élite minoritaire que Brownson dénonce comme usurpatrice d'un pouvoir d'où la vraie majorité est exclue :

Nos démocrates prétendent que les intérêts de la majorité sont en fait identiques aux intérêts de la minorité [...]. La majorité de nos compatriotes sont des travailleurs. Mais le suffrage universel ne garantit pas l'expression de leurs vues, de leurs convictions et de leurs désirs⁹⁷.

Par conséquent, parce qu'il respecte la lettre de la Constitution, tout démocrate « *se doit* d'être un constitutionnaliste⁹⁸ ». L'association entre constitutionnalisme et démocratie, perçues à l'époque comme antinomiques, peut surprendre.

96. Orestes Brownson, « The Distribution Bill », *The Boston Quarterly Review*, janvier 1842, p. 206.

97. Orestes Brownson, « Social Evils and their Remedy », *The Boston Quarterly Review*, juillet 1841, p. 280. Voir James Madison, *Federalist Papers* 10 et 51, dans *The Federalist Papers by Alexander Hamilton, James Madison, and John Jay*, intr. et com. Garry Wills, New York, Bentam Books, 1982.

98. Orestes Brownson, « Our Future Policy », art. cit., p. 89 (souligné par Brownson).

O'Sullivan, par exemple, traite les propos de Brownson d'« antidémocratiques », toute sujétion de la majorité à des « freins conservateurs » participant du principe aristocratique du « gouvernement des meilleurs »⁹⁹. Toujours dans le respect de la Constitution, Brownson laisse la liberté aux « amis des droits égaux » de déterminer dans « leurs États respectifs les mesures qu'ils jugent les plus à même d'émanciper le prolétariat, d'ennobler le travail et de réaliser l'égalité dans [leurs] relations sociales comme dans [leurs] relations politiques ». Il refuse même la perspective d'empiéter sur les droits des États du Sud en leur imposant la démocratie :

Au cœur de notre État nous pouvons exhorter à la démocratie la plus radicale, et en tant que démocrates nous sommes coupables si nous ne le faisons pas ; mais nous ne pouvons y exhorter qui que ce soit d'autre¹⁰⁰.

Seul un parti constitutionnel, qui agirait en respectant la Constitution, permettrait de gouverner au niveau national, dans le respect des différents intérêts. Le Parti démocrate, lui, ne pourrait être qu'un « parti d'État, un parti restreint dans ses opérations à un seul État¹⁰¹ ».

Mais qu'est-ce que la Constitution ? « La Constitution est notre pierre de touche pour évaluer toute mesure », affirme Brownson¹⁰². Les États-Unis sont-ils une grande nation indissoluble ou une fédération d'États souverains ? la souveraineté réside-t-elle dans les États ou au sein du peuple, tel que le proclame le « Nous, le Peuple » du préambule de la Constitution ? Brownson est écartelé entre ces deux options : dans les années 1830, en pleine controverse sur le tarif douanier et la distribution du surplus budgétaire, il adopte les positions de Calhoun sur la souveraineté absolue des États. Néanmoins, en 1840, au moment des élections présidentielles et de la rébellion de Dorr, il refuse de concevoir la Constitution comme un simple « papier dont on peut disposer » ; elle n'est pas seulement « un

99. [John O'Sullivan], « Introduction » *The Democratic Review*, octobre 1837, p. 4.

100. Orestes Brownson, « Our Future Policy », art. cit., p. 94-95.

101. *Ibid.*, p. 95.

102. Orestes Brownson, « Abolition Proceedings », art. cit., p. 495.

instrument écrit; elle est au cœur de l'actuelle organisation de l'État »¹⁰³.

Lorsque se crée au Rhode Island un Parti du suffrage (*Suffrage Party*) qui se prépare à remplacer l'ancienne charte royale par une constitution, le Rhode Island se place, selon Brownson, dans l'état de nature, tout en revendiquant l'existence d'un « véritable peuple du Rhode Island » existant préalablement au contrat, ce qui semble contradictoire selon la théorie lockienne. Mais Brownson dénonce la théorie du contrat social car elle

tente de substituer à une véritable solidarité vivante qui donne à la société à la fois l'unité de la vie et la diversité de ses membres, une solidarité artificielle, une unité fictive [...] une jambe de bois plutôt que celle qu'offre la nature elle-même¹⁰⁴.

Avec le cas du Rhode Island, Brownson pose la question qui est au centre, comme l'écrit Claude Lefort, de toute démocratie : celle d'une légitimité qui n'est garantie que par le débat « *sur la légitime et l'illégitime*, nécessairement sans garant et sans terme » et sans garantie d'aucune autorité supérieure¹⁰⁵. La démocratie définie comme le lieu du débat est une idée très moderne, et par essence « antitotalitaire ». Mais quelle est la légitimité de ce pouvoir lorsque, comme l'écrit encore Claude Lefort, en devenant démocratique, il « s'avère n'être le pouvoir de personne¹⁰⁶ » ? Brownson s'inquiète : comment justifier, limiter et guider le pouvoir souverain du peuple s'il émane du peuple lui-même ?

En 1836, l'éducation s'imposait à Brownson comme remède aux insuffisances d'un peuple souverain : « le peuple est souverain ; mais malheureusement, le souverain est mal éduqué,

103. Orestes Brownson, « Democracy and Liberty », art. cit., p. 273 ; *id.*, « Popular Government », *The Boston Quarterly Review*, mai 1843, p. 534. Sur la rébellion de Dorr, voir le chapitre II.

104. Orestes Brownson, *The American Republic: Its Constitution, Tendencies and Destiny* [1865], Clifton (NJ), Augustus M. Kelley, 1972, p. 66.

105. Claude Lefort, « Les droits de l'homme et l'État-providence », dans *Essais sur le politique, XIX^e-XX^e siècles* [1986], Paris, Éditions du Seuil, coll. « Points. Essais », 2001, p. 53.

106. *Ibid.*, p. 38.

d'où toutes les difficultés¹⁰⁷ ». Il croyait alors, avec le Parti des Travailleurs et les autres réformateurs, en la possibilité d'inclure tout le peuple dans un projet éducatif plutôt que de réserver l'instruction à une élite ; car sa conception de la démocratie est constamment « de niveler non pas vers le bas, mais vers le haut¹⁰⁸ ». Il en viendra pourtant, tout comme James Fenimore Cooper, John Stuart Mill, François Guizot ou ses adversaires whigs, à se satisfaire de la prééminence d'une élite éduquée – « Il faut qu'il y ait des dirigeants, et il y en aura toujours, quoi que vous disiez¹⁰⁹ ».

Néanmoins Brownson ne défend pas la limitation de la souveraineté populaire par une élite aristocratique. Ses hésitations à ce sujet font apparaître combien il est difficile de croire dans le bien public tout en restant démocrate. Lorsqu'à partir de 1840, il s'oppose à « la souveraineté absolue du peuple », il exhorte à mettre une « limite au pouvoir souverain » et en cela se rapproche du vieux Parti fédéraliste ; mais « il diverge de ce parti qui souhaite limiter [la souveraineté populaire] par l'aristocratie »¹¹⁰. Il faut donc trouver ailleurs les limites nécessaires, car il faut à tout prix un gouvernement, et le pouvoir du peuple par le peuple n'est pas, selon lui, entièrement satisfaisant.

Au président Jackson, qui « considère que le peuple est au-dessus de la Constitution » et proclame la suprématie de la souveraineté populaire, Brownson répond, non pas « *la majorité a le droit de gouverner* », mais, « LA CONSTITUTION *doit gouverner* »¹¹¹. La Constitution est ainsi ce qui fonde la

107. Orestes Brownson, « Editorial Address », art. cit.

108. Orestes Brownson, *Discourse on the Wants of the Times*, op. cit., p. iv ; id., « Origin and Ground of Government », art. cit., p. 299. L'auteur anonyme de la lettre citée dans l'article « Brook Farm » (*The Democratic Review*, novembre 1842), probablement Elizabeth Peabody (voir chapitre IV), reprend la même expression, p. 491 (« *levelling up, instead of levelling down* »).

109. Orestes Brownson, « The Origin and Ground of Government », art. cit., p. 301.

110. Orestes Brownson, « Bancroft's History », *The Boston Quarterly Review*, octobre 1841, p. 514-515.

111. Orestes Brownson, « Origin and Ground of Government », art. cit., p. 333 et 347 (souligné par Brownson).

légitimité de tout gouvernement, car il « existe “quelque chose” au-dessus du peuple » : c’est la justice, le droit, en un mot « le SOUVERAIN »¹¹². Un gouvernement constitutionnel, parce qu’il est fondé par définition sur la Constitution, n’a pas besoin de garant extérieur, car c’est « un gouvernement aux pouvoirs limités, contenant en lui-même le pouvoir d’arrêter sa propre action dès qu’il est porté à transgresser ses bornes légitimes¹¹³ ». Ce gouvernement prescrit ses propres modifications : il n’y a pas de changement de la Constitution qui puisse être effectué « en dehors de la manière prescrite par la Constitution elle-même », et c’est cela le gouvernement ou la république constitutionnelle¹¹⁴. Le peuple participe bien à son élaboration, « car l’action humaine doit participer à tout gouvernement sage, juste et légitime », mais il n’est pas à l’origine de cette Constitution, car « une constitution qui émanerait du peuple et dépendrait de sa volonté pour son maintien serait l’équivalent absolu de l’absence de constitution¹¹⁵ ».

Cela implique-t-il une absence totale de liberté ? La Constitution, loin de limiter la liberté, s’en fait la garante. Car la liberté ne consiste pas dans « l’absence de gouvernement, mais dans la présence d’un gouvernement qui la décrète et l’assure¹¹⁶ ». Ce faisant, Brownson recherche un équilibre entre deux libertés telles que, de son côté, les avait définies Benjamin Constant : la « liberté des Anciens » qui implique une participation collective au gouvernement ainsi qu’un « assujettissement complet de l’individu à l’autorité de l’ensemble » et la « liberté des modernes » où l’individu n’est soumis qu’aux lois¹¹⁷. La liberté positive de la participation politique, par opposition au concept de liberté négative contenu dans le laisser-faire, est garantie par la Constitution américaine, écrit Brownson ; elle

112. *Ibid.*, p. 349.

113. Orestes Brownson, « Social Evils, and their Remedy », art. cit., p. 284

114. Orestes Brownson, « Origin and Ground of Government », art. cit., p. 376-377.

115. *Ibid.*, p. 393 ; *Id.*, « Democracy and Liberty », art. cit., p. 274.

116. Orestes Brownson, « Brook Farm », art. cit., p. 486.

117. Benjamin Constant, *De la liberté des Anciens comparée à celle des Modernes* [1819], dans *Écrits politiques*, éd. Marcel Gauchet, nouvelle édition revue et augmentée, Paris, Gallimard, coll. « Folio. Essais », 1997, p. 594.

ne doit pas mener à l'irrespect des droits de l'homme. Il faut voir dans la Constitution non pas une « limitation », mais une « énumération » des pouvoirs du gouvernement fédéral¹¹⁸. Brownson s'insurge contre une liberté politique absolue et critique le pouvoir de la liberté démocratique qui est la tyrannie du peuple, contraire par essence à la liberté individuelle. Les principes de liberté et de progrès prônés par le Parti démocrate sont acceptables,

mais en même temps nous estimons que notre gouvernement est une république constitutionnelle et nous croyons que la liberté et le progrès ne sont atteignables que par le règne de l'ordre et de la loi¹¹⁹.

Sans pour autant nuire aux droits individuels, la Constitution doit protéger activement la liberté. Ainsi se dessine l'association entre la liberté et l'autorité : « nous cessons de nous écrier “la liberté *opposée* à l'ordre” et lui substituons la formule pratique, “LA LIBERTÉ SEULEMENT DANS L'ORDRE ET PAR L'ORDRE” », ce qui n'implique pas pour autant, selon Brownson, « d'être passé dans la partie adverse »¹²⁰.

Ce que Brownson a trouvé dans ce qu'il nomme « république constitutionnelle », c'est ce qu'il recherchait depuis le début des années 1830 : un fondement moral et juridique à la souveraineté populaire. Lors de la campagne électorale de 1836, il prend parti contre la conception de la souveraineté populaire de Martin Van Buren :

Nous rendons la justice supérieure à la volonté populaire et ne reconnaissons une allégeance à la volonté populaire qu'en tant qu'elle est en harmonie avec notre conviction sur ce qui est Juste¹²¹.

118. Orestes Brownson, « Democracy and Liberty », art. cit., p. 272 ; *id.*, « Sub-Treasury Bill », *The Boston Quarterly Review*, juillet 1838, p. 339 ; *id.*, « Democracy », art. cit., p. 64

119. Orestes Brownson, « Origin and Ground of Government », art. cit., p. 335.

120. Orestes Brownson, « Democracy and Liberty », art. cit., p. 281 (souligné par Brownson).

121. Orestes Brownson, « Address to the Democratic Voters of Massachusetts », *The Boston Reformer*, août 1836.

Car la souveraineté ne réside « ni dans la volonté populaire, ni dans la volonté de la majorité » :

Le souverain, c'est la justice, le souverain des souverains, le roi des rois, le seigneur des seigneurs, la loi suprême du peuple et de l'individu [...]. La souveraineté de la justice dans tous les cas est ce que nous entendons par démocratie¹²².

La justice, qui est « le nom politique de Dieu », écrit-il dans « Democracy and Reform », est seule souveraine et par conséquent le gouvernement n'est légitime que s'il représente la volonté de Dieu¹²³. C'est ce que Thomas Jefferson et George Bancroft ont observé, chacun à leur manière. Jefferson s'exprime en termes séculiers : « La volonté de la majorité doit gouverner, mais pour gouverner, elle doit être juste », ce que Bancroft énonce par l'axiome : « la démocratie est la justice éternelle qui règne à travers le peuple »¹²⁴. Toutefois, parce que toutes deux fondent le gouvernement sur le droit divin, ces formulations ne conviennent rapidement plus à Brownson dans la mesure où elles créent une adéquation entre le peuple et la volonté divine, situant ainsi la souveraineté dans le peuple. La Constitution, pense-t-il, n'est pas l'expression de préceptes divins :

Ce n'est pas une lettre morte, qui, lorsqu'on l'interroge, est silencieuse et lorsqu'on l'attaque est impotente ; c'est un esprit vivant, un pouvoir vivant, une providence vivante. Elle se trouve là où se trouve la nation et s'exprime dans chaque action nationale¹²⁵.

La pensée providentialiste de Brownson se développe ainsi peu à peu dans son souci de mettre la Constitution en dehors de toute interprétation, de toute contestation. Il reste dans la métaphore, en 1840-1841, lorsqu'il manifeste sa « satisfaction

122. Orestes Brownson, « Democracy », art. cit., p. 42-43.

123. Orestes Brownson, « Democracy and Reform », art. cit., p. 510.

124. Thomas Jefferson, « Letter to P.S. DuPont de Nemours, April 24, 1816 », dans *The Writings of Thomas Jefferson*, éd. Paul Leicester Ford, New York, G.P. Putnam's Sons, 1892, t. X, p. 24. La phrase de Bancroft reprend la formule « *Vox populi, vox dei* », dans *History of the Colonization of the United States* (1837), cité par Orestes Brownson, dans « Democracy and Reform », art. cit., p. 510.

125. Orestes Brownson, « De Maistre on Political Constitutions », *Brownson's Quarterly Review*, octobre 1847, p. 475.

de la Constitution telle qu'elle est », qu'il voit en elle « un miracle de sagesse » et « la main de la Providence », et qu'il ressent pour elle « une sorte de vénération religieuse » qui interdit tout amendement et toute révision constitutionnelle¹²⁶. Mais de ce sentiment qui s'apparente à une forme de religion civique, qui participe d'un sentiment national destiné « à souder les citoyens dans le culte à la nation », il passe à la conviction que « le droit de se rebeller ne peut être conféré par la Constitution car cela reviendrait au droit de renverser la Constitution », ce qui est impossible¹²⁷. En effet,

il appartient alors à l'Église, en tant qu'autorité suprême sur Terre, de déterminer quand la résistance est juste et d'en prescrire la forme et l'étendue¹²⁸.

De la volonté populaire à l'autorité de l'Église – catholique –, Brownson s'éloigne de plus en plus du peuple, le garant moral du pouvoir, au fur et à mesure qu'il découvre les aléas du système démocratique et l'inconsistance des choix populaires.

126. Orestes Brownson, « Origin and Ground of Government », art. cit., p. 352. Voir Élise Marienstras, *Nous, le Peuple*, op. cit., p. 393. Voir aussi du même auteur, « Nation et religion aux États-Unis », *Archives de sciences sociales des religions*, n°83, juillet-septembre 1993, p. 22 et « Ambivalences américaines », *Projet*, n°240, hiver 1994-1995, p. 16-24.

127. Orestes Brownson, « De Maistre on Political Constitutions », art. cit., p. 475.

128. Orestes Brownson, « Executive Patronage », *The Boston Quarterly Review*, juillet 1841, p. 369.

Orientations bibliographiques

Archives privées

Microfilm Edition of the Orestes Augustus Brownson Papers, 19 vol. Notre Dame, Indiana, University of Notre Dame Archives Publication, 1966: <http://archives.nd.edu/findaids/ead/xml/bro.xml>.

Œuvres d'Orestes A. Brownson

The Works of Orestes A. Brownson, rassemblées et éditées par Henry F. Brownson, Detroit, T. Nourse, 1882-1907, 20 vol.

Works in Political Philosophy, Wilmington (Del.), ISI Books, 2003-2007, 2 vol.

An Address, on the Fifty-fifth Anniversary of American Independence Delivered at Ovid, Seneca Co., New York, July 4, 1831, Ithaca (NY), S.S. Chatterton, 1831.

An Address on Intemperance, Delivered in Walpole, N.H., February 26, 1833, Keene, N.H., Keene (NH), J. & J.W. Prentiss, 1833.

An Address Delivered at Dedham, on the Fifty-eighth Anniversary of American Independence, July 4, 1834, Dedham (MA), H. Mann, 1834.

A Sermon Delivered to the Young People of the First Congregational Society in Canton, on Sunday, May 24, 1835, Dedham (MA), H. Mann, 1835.

A Discourse on the Wants of the Times, Delivered in Lyceum Hall, Hanover Street, Boston, Sunday, May 29, 1836, Boston, James Munroe & Co., 1836.

- New Views of Christianity, Society and the Church*, Boston, John Munroe & Co., 1836.
- An Address Delivered on Popular Education, Delivered in Winnisimmet Village, on Sunday Evening, July 23, 1837*, Boston, J. Putnam, 1837.
- Babylon is Falling. A Discourse Preached in the Masonic Temple, to the Society for Christian Union and Progress, On Sunday Morning, May 28, 1837*, Boston, I.R. Butts, 1837.
- An Oration Delivered Before the United Brothers Society of Boston University at Providence, R.I., September 3, 1839*, Cambridge (MA), Metcalf, Torry & Ballou, 1839.
- Charles Elwood, Or, The Infidel Converted*, Boston, Little, Brown & Co., 1840.
- An Oration before the Democracy of Worcester and Vicinity, delivered at Worcester, Mass., July 4, 1840*, Boston/Worcester, E. Littlefield/M.D. Phillips, 1840.
- The Laboring Classes, An Article from the Boston Quarterly Review*, Boston, Benjamin H. Greene, 1840.
- Defence of the Article on the Laboring Classes. From the Boston Quarterly Review*, Boston, B.H. Greene, 1840.
- The Spirit-Rapper: An Autobiography*, Boston, Little, Brown & Co., 1854.
- The American Republic: Its Constitution, Tendencies and Destiny*, New York, P. O'Shea, 1865.
- Conversations on Liberalism and the Church*, New York, D. & J. Sadlier & Co., 1870.

Biographies, critiques et monographies consacrées à Orestes A. Brownson

- BROWNSON, Henry F., *Orestes Brownson's Early Life, Middle Life, Late Life*, Detroit, H.F. Brownson, 1898-1900, 3 vol.
- BURKE, Martin Joseph, *The Conundrum of Class: Public Discourse On The Social Order In America*, thèse, University of Michigan, 1987; Chicago/London, University of Michigan Press, 1995.

- BUTLER, Gregory, *In Search of the American Spirit: The Political Thought of Orestes Brownson*, Carbondale, Southern Illinois UP, 1992.
- CAREY, Patrick W., *Orestes A. Brownson: American Religious Weathervane*, Grand Rapids, William B. Eerdmans Publishing Co., 2004.
- COOK, Thomas I., et LEAVELLE, Arnaud B., « Orestes A Brownson's, "The American Republic" », *The Review of Politics*, 4/1, janvier 1942, p. 77-90.
- FITZSIMONS, M.A., « Brownson's Search for the Kingdom of God. The Social Thought of an American Radical », *The Review of Politics*, 16/1, janvier 1954, p. 22-36.
- GILHOOLEY, Leonard, *Contradictions and Dilemma: Orestes Brownson and the American Idea*, New York, Fordham UP, 1980.
- HERRERA, Robert, *Orestes Brownson: Sign of Contradiction*, Wilmington (DE), Intercollegiate Studies Institute Books, 1999.
- LAPATI, Americo D., *Orestes A. Brownson*, New York, Twayne, 1965.
- LIPS, ROGER, « Orestes Brownson », dans *Dictionary of Literary Biography*, t. 59, *American Literary Critics and Scholars, 1800-1850*, dir. John W. Rathbun et Monica M. Grecu, Detroit, Gale Research, 1987.
- MAYNARD, Theodore, *Orestes A. Brownson: Yankee, Radical, Catholic*, New York, Macmillan, 1943.
- MIMS, Helen S., « Early American Democratic Theory and Orestes Brownson », *Science and Society. A Marxian Quarterly*, 3/2, printemps 1939, p. 166-198.
- ROEMER, Lawrence, *Brownson and Democracy and the Trend towards Socialism*, New York, Philosophical Library, 1953.
- ROYAN, Thomas R., *Orestes A. Brownson: A Definitive Biography*, Huntington (IN.), Our Sunday Visitor Press, 1976.
- SCHLESINGER, Arthur M., Jr., *A Pilgrim's Progress: Orestes A. Brownson*, Boston, Little, Brown & Co., 1966.
- , « Orestes Brownson: An American Marxist Before Marx », *The Sewanee Review*, 47/3, juillet-septembre 1939, p. 317-323.

WULF, Naomi, « La démocratie, exception américaine: Orestes Brownson “répond” à Tocqueville », *Annales du monde anglophone*, n° 3, avril 1996, p. 45-63.

De et sur Tocqueville

MANENT, Pierre, *Tocqueville et la nature de la démocratie*, Paris, Gallimard, coll. « Tel », 2006.

MÉLONIO, Françoise, Introduction à Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique; Souvenirs; L'Ancien Régime et la Révolution*, Paris, Robert Laffont, coll. « Bouquins », 1986.

LE STRAT, Claire, et PELLETIER, Willy, *La Canonisation libérale de Tocqueville*, Paris, Syllepse, 2006.

L'YVONNET, François, préface à *Tocqueville. Le Despotisme démocratique*, Paris, L'Herne, 2002 [extrait de *De la démocratie en Amérique*, 4^e et 5^e parties].

THOMAS, Hélène, *Tocqueville en Alabama*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2014.

TOCQUEVILLE, Alexis de, *De la démocratie en Amérique*, Paris, Flammarion, coll. « GF », 1981, 2 t.

RYAN, Alan, « Tocqueville: The Flaws of the Genius », *New York Review of Books*, 22 novembre 2007, en ligne.

WILLS, Gary, « Did Tocqueville “Get” America? », *The New York Review of Books*, 29 avril 2004, en ligne.

Sur la Jeune République américaine

ACKERMAN, Bruce A., *We the People*, t. 1, *Foundations*, Cambridge (MA), Belknap Press of Harvard UP, 1993; *Au nom du peuple. Les fondements de la démocratie américaine*, trad. Jean-Fabien Spitz, Paris, Calmann-Lévy, 1998.

[AMERICAN SOCIAL HISTORY PROJECT], *Who Built America? Working People & the Nation's Economy, Politics, Culture & Society*, t. 1, *From Conquest and Colonization through Reconstruction and the Great Uprising of 1877*, New York, Pantheon Books, 1989.

- APPLEBY, Joyce, *Capitalism as a New Social Order: Republican Vision of the 1790s*, New York/London, New York UP, 1984.
- ASHWORTH, John, *“Agrarians” and “Aristocrats”: Party Political Ideology, 1837-1846*, Cambridge, Cambridge UP, 1987.
- BAKER, Jean H., *Affairs of Party: The Political Culture of the Northern Democrats in the mid-19th Century*, Ithaca, Cornell UP, 1983.
- BAKER, Paula, « The Midlife Crisis of the New Political History », *The Journal of American History*, 86/1, juin 1999, p. 158-166.
- BARR, Juliana, et COUNTRYMAN, Edward (dir.), *Contested Spaces of Early America*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 2014.
- BENSON, Lee, *The Concept of Jacksonian Democracy: New York as a Test Case*, Princeton, Princeton UP, 1961.
- BERCOVITCH, Sacvan, *The American Jeremiad*, Madison, University of Wisconsin Press, 1978.
- BERLIN, Ira, et MORGAN Philip D. (dir.), *Cultivation and Culture: Labor and the Shaping of Slave Life in the Americas*, Charlottesville, University of Virginia Press, 1993.
- BLUMIN, Stuart, et ALTSHULER, Glen, « “Where is the Real America?” Politics and Popular Consciousness in the Antebellum Era », *American Quarterly*, 49/2, juin 1997, p. 225-267.
- BODE, Carl, *The American Lyceum: Town Meeting of the Mind [1956]*, Carbondale, South Illinois UP, 1968.
- BODO, John R., *The Protestant Clergy and Public Issues, 1812-1848*, Princeton, Princeton UP, 1954.
- BUHLE, Paul, et DAWLEY, Alan (dir.), *Working for Democracy: American Workers from the Revolution to the Present*, Urbana, University of Illinois Press, 1985.
- CARON, Nathalie, *Thomas Paine contre l'imposture des prêtres*, Paris, L'Harmattan, 1999.
- CLARK, Christopher, « Household Economy, Market Exchange, and the Rise of Capitalism in the Connecticut Valley, 1800-1860 », *Journal of Social History*, 13/2, hiver 1979, p. 169-189.

- , « The View from the Farmhouse: Rural Lives in the Early Republic », *Journal of the Early Republic*, 24/2, été 2004, p. 198-207.
- DAVIS, David Brion, « Slavery and Progress », dans Christine Bolt et Seymour Drescher (dir), *Anti-Slavery, Religion and Reform: Essays in Memory of Roger Anstey*, Hamden (CT)/Folkestone, Archon Press/W. Dawson, 1980, p. 351-366.
- DUBLIN, Thomas, *Women at Work: The Transformation of Work and Community in Lowell, Massachusetts, 1826-1860*, New York, Columbia UP, 1979.
- EHLE, John, *Trail of Tears: The Rise and Fall of the Cherokee Nation*, New York, Doubleday, 1988.
- FALER, Paul G., *Mechanics and Manufacturers in the Early Industrial Revolution: Lynn, Massachusetts, 1780-1860*, Albany (NY), State University of New York Press, 1981.
- FELLER, Daniel, *The Public Lands in Jacksonian Politics*, Madison, University of Wisconsin Press, 1984.
- FONER, Eric, *Politics and Ideology in the Age of the Civil War*, New York, Oxford UP, 1980.
- , « Why is there no socialism in the United States? », *History Workshop*, 17, printemps 1984, p 57-80.
- FONER, Eric (dir.), *The New American History*, Philadelphia, Temple UP, 1990.
- FORMISANO, Ronald P., « Toward a Reorientation of Jacksonian Politics: A Review of the Literature, 1959-1975 », *The Journal of American History*, 63/1, juin 1976, p. 42-65.
- FOSTER, Charles I., *An Errand of Mercy: The Evangelical United Front, 1790-1837*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1960.
- GATELL, Frank Otto, et McFAUL, John M., *Jacksonian America, 1815-1840: New Society, Changing Politics*, Englewood Cliffs (NJ), Prentice-Hall, 1970.

- GERVAIS, Pierre, *Les Origines de la révolution industrielle aux États-Unis, 1800-1850: entre économie de marché et capitalisme industriel, 1800-1850*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2004.
- GETTLEMAN, Marvin E., *The Dorr Rebellion: A Study in American Radicalism, 1833-1849*, New York, Random House, 1973.
- GIENAPP, William E., « The Myth of Class in Jacksonian America », *Journal of Policy History*, 6/2, avril 1994, p. 232-259.
- GILBERT, Amos, *A Sketch of the Life of Thomas Skidmore, with Appended Selections from Skidmore's Rights of Man to Property!*, Chicago, Charles H. Kerr, 1984.
- GILJE, Paul A. (dir.), *Wages of Independence: Capitalism in the Early American Republic*, Madison, Madison House, 1997.
- GILMORE, William J., *Reading Becomes a Necessity in Life: Material and Cultural Life in Rural New England, 1780-1835*, Knoxville, University of Tennessee Press, 1989.
- GREENE, Jack P. (dir.), *The American Revolution: Its Character and Limits*, New York, New York UP, 1987.
- GLICKSTEIN, Jonathan A., *Concepts of Free Labor in Antebellum America*, New Haven, Yale UP, 1991.
- GRIFFIN, Clifford S., « Religious Benevolence as Social Control, 1815-1860 », *The Mississippi Valley Historical Review*, 44/3, décembre 1957, p. 423-444.
- GUTMAN, Herbert G., *Work, Culture, and Society in Industrializing America: Essays in American Working-class and Social History*, New York, Knopf, 1975.
- HAHN, Stephen, *The Roots of Southern Populism: Yeoman Farmers and the Transformation of the Georgia Upcountry, 1850-1890*, New York, Oxford UP, 1983.
- HAMMOND, Bray, *Banks and Politics in America, from the Revolution to the Civil War*, Princeton, Princeton UP, 1957.
- HARRIS, David, *Socialist Origins in the United States: American Forerunners of Marx, 1817-1832*, Assen, Van Gorcum & Comp., 1966.

- HASKELL, Thomas L., « Capitalism and the Origins of Humanitarian Sensibility », *The American Historical Review*, 90/2, avril 1985, p. 339-361, et 90/3, juin 1985, p. 547-566.
- HATCH, Nathan O., *The Democratization of Christianity*, New Haven, Yale UP, 1989.
- HENRETTA, James A., *The Origins of American Capitalism: Collected Essays*, Boston, Northeastern UP, 1991.
- HIGHAM, John, *History: Professional Scholarship in America*, Baltimore, Johns Hopkins UP, 1989.
- HOFSTADTER, Richard, *The American Political Tradition and the Men Who Made it* [1948], New York, Vintage, 1974.
- HORSMAN, Reginald, *Race and Manifest Destiny: The Origins of American Racial Anglo-Saxonism*, Cambridge (MA), Harvard UP, 1981.
- HOWE, Daniel Walker, *The Political Culture of the American Whigs*, Chicago, University of Chicago Press, 1979.
- , *What Hath God Wrought: The Transformation of America, 1815-1848*, New York, Oxford UP, coll. « Oxford History of the United States », 2009.
- HOWE, John R., *From the Revolution through the Age of Jackson: Innocence and Empire in the Young Republic*, Englewood Cliffs (NJ), Prentice-Hall, 1973.
- JOHNSON, Paul E., *A Shopkeeper's Millennium: Society and Revivals in Rochester, New York, 1815-1837*, New York, Hill & Wang, 1978.
- KATZ, Michael B., *The Irony of Early School Reform: Educational Innovation in Mid-nineteenth Century Massachusetts* [1968], New York, Teachers College Press, 2001.
- KAZIN, Michael, et McCARTIN, Joseph A. (dir), *Americanism: New Perspectives on the History of an Ideal*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2006.
- LAMOREAUX, Naomi R., « Rethinking the Transition to Capitalism in the Early American Northeast », *The Journal of American History*, 90/2, septembre 2003, p. 437-461.

- LANIEL, Bertlinde, *Le Mot « democracy » et son histoire aux États-Unis, 1780-1856*, Saint-Étienne, Publications de l'université de Saint-Étienne, 1998.
- LARSON, John Lauritz, *The Market Revolution in America: Liberty, Ambition, and the Eclipse of the Common Good*, Cambridge/New York, Cambridge UP, 2010.
- LAURIE, Bruce, *Working People of Philadelphia, 1800-1850*, Philadelphia, Temple UP, 1980.
- , *Artisans into Workers: Labor in Nineteenth-Century America* [1984], Urbana, University of Illinois Press, 1997.
- , « Workers, Abolitionists, and the Historians: A Historiographical Perspective », *Labor: Studies in Working-Class History*, 5/4, hiver 2008, p. 17-55.
- MARIENSTRAS, Élise, *Les Mythes fondateurs de la nation américaine. Essai sur le discours idéologique aux États-Unis à l'époque de l'indépendance, 1763-1800* [1976], Bruxelles, Complexe, 1992.
- , « Nation, État, Idéologie », *Histoire*, mars 1980, p. 9-37
- , *Nous, le Peuple. Aux origines du nationalisme américain*, Paris, Gallimard, 1988.
- , *La Résistance indienne aux États-Unis*, Paris Gallimard, coll. « Folio. Histoire », nouv. éd. revue et augmentée, 2014.
- MARIENSTRAS, Élise, et ROSSIGNOL, Marie-Jeanne (dir.), *L'École dans l'histoire des États-Unis*, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 1994.
- MARIENSTRAS, Élise, et WULF, Naomi, *The Federalist Papers. Défense et illustration de la Constitution fédérale des États-Unis*, Paris, PUF/CNED, 2009.
- MCLOUGHLIN, William, *Revivals, Awakenings and Reform: An Essay on Religion and Social Change in America, 1607-1977*, Chicago, University of Chicago Press, 1978.
- MEINIG, Donald W., *The Shaping of America: A Geographical Perspective on 500 years of History*, New Haven/London, Yale UP, 1986-2004, 4 vol. (t. I, *Atlantic America, 1492-1800*; t. II, *Continental America, 1800-1867*).

- MORRIS, Celia, *Fanny Wright: Rebel in America*, Urbana/Chicago, University of Illinois Press, 1992.
- O'DONNELL, Catherine, « Literature and Politics in the Early Republic: Views from the Bridge », *Journal of the Early Republic*, 30/2, été 2010, p. 279-292.
- PASLEY, Jeffrey L., ROBERTSON, Andrew W., et WALSTREICHER, David (dir.), *Beyond the Founders: New Approaches to the Political History of the Early American Republic*, Chapel Hill/London, University of North Carolina Press, 2004.
- PESSEN, Edward, *Jacksonian America: Society, Personality and Politics*, Urbana, University of Illinois Press, 1985.
- , *Riches, Class and Power before the Civil War*, Lexington (MA), D.C. Heath, 1973.
- PESSEN, Edward (dir.), *The Many-Faceted Jacksonian Era: New Interpretations*, Westport (CT), Greenwood Press, 1977.
- PESTANA, Carla Gardina, et SALINGER, Sharon V. (dir.), *Inequality in Early America*, Hanover (NH)/London, University Press of New England, 1999.
- PETERSON, Merrill D. (dir.), *Democracy, Liberty, and Property: The State Constitutional Conventions of the 1820s*, Indianapolis, Bobbs-Merrill, 1966.
- PORTFIELD, Amanda, *Conceived in Doubt: Religion and Politics in the New American Nation*, Chicago/London, The University of Chicago Press, 2012.
- ROEDIGER, David R., *The Wages of Whiteness: Race and the Making of the American Working Class*, London/New York, Verso, 1991.
- ROSE, Anne C., *Transcendentalism as a Social Movement, 1830-1850*, New Haven, Yale UP, 1981.
- ROSS, Dorothy, « Historical Consciousness in the Nineteenth-century America », *The American Historical Review*, 89/4, octobre 1984, p. 929-928.
- ROSSIGNOL, Marie-Jeanne, et WULF Naomi (dir.), « Jeune République. Recherches et problématiques récentes en France »,

- Transatlantica*, « Autour de la Jeune République, 1776-1860 », n°1, 2002, en ligne.
- ROTHENBERG, Winifred Barr, *From Market-Places to a Market Economy: The Transformation of Rural Massachusetts, 1750-1850*, Chicago, University of Chicago Press, 1992.
- ROTHMAN, David, *The Discovery of the Asylum: Social Order and Disorder in the New Republic*, Boston, Little, Brown & Co., 1971.
- SALVATORE, Nick, « Response to Sean Wilentz's "Against Exceptionalism: Class Consciousness and the American Labor Movement, 1790-1920" », *International Labor and Working-Class History*, 27, printemps 1985, p. 35-38.
- SATZ, Ronald, *American Indian Policy in the Jacksonian Era*, Lincoln, University of Nebraska Press, 1975.
- SAXTON, Alexander, *The Rise and Fall of the White Republic: Class Politics and Mass Culture in nineteenth-century America*, London, Verso, 1990.
- SCHLESINGER, Arthur Jr., *The Age of Jackson*, Boston, Little, Brown & Co., 1945.
- SELLERS, Charles, *The Market Revolution: Jacksonian America, 1815-1846*, New York/Oxford, Oxford UP, 1991.
- SERME, Jean-Marc, *Andrew Jackson, l'homme privé. Émotions et sentiments d'un homme de l'Ouest, 1767-1845*, Paris, L'Harmattan, 2012.
- SHAFFER, Byron E., et BADGER, Anthony J. (dir.), *Contesting Democracy: Substance and Structure in American Political History, 1775-2000*, Lawrence (KS), University Press of Kansas, 2001.
- SHALHOPE, Robert E., « Republicanism and Early American Historiography », *The William and Mary Quarterly*, 39/2, avril 1982, p. 334-356.
- SMITH, Timothy L., *Revivalism and Social Reform in Mid-Nineteenth Century America*, New York, Abingdon Press, 1965.
- STEPHANSON, Anders, *Manifest Destiny: American Expansion and the Empire of Right*, New York, Hill & Wang, 1995.

- STOKES, Melvyn, et CONWAY, Stephen (dir.), *The Market Revolution in America: Social, Political, and Religious Expressions, 1800-1880*, Charlottesville, University Press of Virginia, 1996.
- TOMLINS, Christopher, *Law, Labor and Ideology in the Early Republic*, New York, Cambridge UP, 1993.
- , *Freedom Bound: Law, Labor, and Civic Identity in Colonizing English America, 1580-1865*, Cambridge/New York, Cambridge UP, 2010.
- WALTERS, Ronald G., *American Reformers 1815-1860* [1980], éd. révisée, New York, Hill & Wang, 1997
- WARD, John William, *Andrew Jackson: Symbol for an Age*, New York, Oxford UP, 1955.
- WATSON, Harry, *Liberty and Power: The Politics of Jacksonian America*, New York, Hill & Wang, 1990.
- WATTS, Steven, *The Republic Reborn: War and the Making of Liberal America, 1780-1820*, Baltimore, Johns Hopkins UP, 1989.
- WELTER, Ruth, *Popular Education and Democratic Thought in America*, New York, Columbia UP, 1962.
- WIEBE, Robert H., *The Opening of American Society, from the Adoption of the Constitution to the Eve of Disunion*, New York, Knopf, 1984.
- WILENTZ, Sean, *The Rise of American Democracy: Jefferson to Lincoln*, New York, W.W. Norton & Co., 2005.
- WILLIAMSON, Chilton, *American Suffrage from Property to Democracy 1760-1860*, Princeton, Princeton UP, 1960.
- WOOD, Gordon S., *Empire of Liberty: A History of the Early Republic, 1789-1815*, New York/Oxford, Oxford UP, 2010.
- WULF, Naomi, « Le suffrage universel, ou “le bonheur du plus grand nombre” », *Cahiers Charles V*, 22, « Vie privée, bien public. Histoire de la sociabilité américaine », septembre 1997, p. 141-153.
- , « John O’Sullivan, *The United States and Democratic Review* et la mission démocratique des États-Unis avant 1845 », *QWERTY*, 9, 1999, p. 206-210.

- , « “Cette route peut-elle être qualifiée de nationale?” : financement fédéral et bien public dans la Jeune république américaine », dans Nathalie Caron et Naomi Wulf (dir.), *Nouveaux regards sur l'Amérique. Peuples, nations, société. Perspectives comparatives (17^e-21^e siècles)*, Paris, Syllepse, 2004, p. 45-55.
- , « Liberty and Power : libéralisme et démocratie dans la Jeune République », dans Sylvie Ullmo (dir.), *Liberté / Libertés, Liberty / Liberties*, Tours, Presses universitaires François-Rabelais, coll. « GRAAT », 2005, p. 251-263.

Sur le républicanisme et la démocratie, XX^e et XXI^e siècles

- ABENSOUR, Miguel, *La Démocratie contre l'État. Marx et le mouvement machiavélien*, Paris, Éditions du Félin, 2004
- AGAMBEN, Giorgio, BADIOU, Alain, BENSÂÏD, Daniel, BROWN, Wendy, NANCY, Jean-Luc, RANCIÈRE, Jacques, ROSS, Kristin, et ZIZEK, Slavoj, *Démocratie, dans quel état ?*, Paris, La Fabrique, 2013.
- AVRIL, Emmanuelle, et NEEM, Johann (dir.), *Democracy, Participation and Contestation: Civil Society, Governance and the Future of Liberal Democracy*, London/New York, Routledge, coll. « Democratization Studies », 2015.
- BADIOU, Alain, BOURDIEU, Pierre, BUTLER, Judith, DIDI-HUBERMAN, Georges, KHIARI, Sadri, et RANCIÈRE, Jacques, *Qu'est-ce qu'un peuple ?*, Paris, La Fabrique, 2013.
- BENHABIB, Seyla (dir.), *Democracy and Difference: Contesting the Boundaries of the Political*, Princeton, New Jersey, Princeton University Press, 1996.
- CANFORA, Luciano, *La Démocratie. Histoire d'une idéologie* [2004], trad. Anna Colao et Paule Itoli, préface de Jacques Le Goff, Paris, Éditions du Seuil, 2006.
- , *L'Imposture démocratique, du procès de Socrate à l'élection de G. W. Bush* [2002], Paris, Flammarion, 2003.
- GAUCHET, Marcel, *L'Avènement de la démocratie*, t. I, *La Révolution moderne*, Paris, Gallimard, 2007.

- GUENARD, Florent, *La Démocratie universelle. Philosophie d'un modèle politique*, Paris, Éditions du Seuil, 2016.
- LEFORT, Claude, *Essais sur le politique, XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Éditions du Seuil, 1986.
- , *L'Invention démocratique. Les limites de la domination totalitaire* [1981], nouv. éd. revue et corrigée, Paris, Fayard, 1994.
- MCCHESENEY, Robert W., « This isn't what democracy looks like », *Monthly Review, An Independent Socialist Magazine*, novembre 2012, en ligne.
- MACPHERSON, B.C., *Democratic Theory: Essays in Retrieval*, Oxford, Clarendon Press, 1973.
- OGIEN, Albert, et LAUGIER, Sandra, *Le Principe démocratie. Enquête sur les nouvelles formes du politique*, Paris, La Découverte, 2014.
- RANCIÈRE, Jacques, *La Haine de la démocratie*, Paris, La Fabrique, 2005.
- , *La Méthode de l'égalité*. Entretien avec Laurent Jeanpierre et Dork Zabunyan, Montrouge, Bayard, 2012.
- RODGERS, Daniel T., *Contested Truths: Keywords in American Politics Since Independence*, Cambridge (MA), Harvard UP, 1998.
- ROSANVALLON, Pierre, *Le Moment Guizot*, Paris, Gallimard, 1985.
- , *La Société des égaux*, Paris, Éditions du Seuil, 2011.
- ROUSSEAU, Dominique, *Radicaliser la démocratie. Propositions pour une refondation*, Paris, Édition du Seuil, 2015.
- SULEIMAN, Ezra, *Le Démantèlement de l'état démocratique* [2003], trad. William Olivier Desmond, Paris, Éditions du Seuil, 2003.
- TODOROV, Tzvetan, *Les Ennemis intimes de la démocratie* [2012], Paris, LGF, coll. « Biblio essais », 2014.
- WIEBE, Robert H., *Self-Rule: A Cultural History of American Democracy*, Chicago, University Press of Chicago, 1995.

Index des noms

- Adams, John 217.
Adams, John Quincy 78, 182,
200, 204.
Alcott, Bronson 131, 151-152.
Alcott, William A. 164n.
Allen, Samuel Clesson 113.
Aristote 173.
- Bacon, Francis 147n.
Bancroft, George 42-43,
45-46, 82, 89n, 248 et n.
Beaumont, Gustave de 21.
Beecher, Lyman 136.
Bentham, Jeremy 126, 221.
Benton, Thomas
Hart 200 et n.
Biddle, Nicholas 187, 189,
196.
Billesby, Langston 122.
Blackstone, William 126.
Blatchly, Cornelius 122.
Bonald, Louis de 216.
Brisbane, Albert 129, 153.
Burke, Edmund 27, 32, 217,
229, 230-232.
- Calhoun, John C. 26, 29, 99,
101, 119n, 201-203, 205-206,
208, 214, 216, 234, 238,
241-243.
Calvin, Jean 220.
Carey, Mathew 181.
Carlyle, Thomas 105, 124-
125.
Channing, William Ellery 47,
151, 154, 156, 163, 221-222,
239.
Chevalier, Michel 31, 49,
65-66, 108.
Clarke, James Freeman 151.
Clay, Henry 78, 98, 182, 187,
194, 198, 200-203, 207-208.
Clinton, De Witt 80.
Clinton, Hillary 11.
Commerford, John 114.
Comte, Auguste 42n.
Condorcet, Nicolas de Caritat,
marquis de 220.
Connell, Thomas 90.
Constant, Benjamin 170, 175,
210-211, 246.
Cooper, James Fenimore 87,
88n, 168, 245.
Cousin, Victor 43, 160, 225,
227n.
Crawford, William H. 78, 203.

- Dix, Dorothea 148.
 Doherty, Hugh 129n.
 Dorr, Thomas Wilson 79 et n,
 82, 88, 100-101, 243.
 Dwight, Timothy 136.
- Edwards, Jonathan, Jr. 136.
 Emerson, Ralph Waldo 46-47,
 151, 154, 156, 167-171, 180,
 219-220, 224, 229.
 Engels, Friedrich 113, 116n,
 251.
 Evans, George Henry 63, 119,
 124, 149, 161.
 Everett, Alexander H. 88,
 194-195.
 Everett, Edward Hill 155.
- Finney, Charles Grandisson
 136, 138, 139n.
 Fourier, Charles 106, 127,
 129-131, 153.
 Franklin, Benjamin 176.
 Fuller, Margaret 128, 151.
- Gallatin, Albert 201.
 Garrison, William Lloyd 117,
 162-163, 234-236.
 Godwin, William 130, 132.
 Gouge, William 191.
 Graham, Sylvester 164.
 Grimké, Angelina 235.
 Grimké, Sarah 235.
 Grund, Francis 49.
- Guillaume III d'Orange-
 Nassau, roi d'Angleterre,
 d'Écosse et d'Irlande 231.
 Guizot, François 87, 170, 217,
 221n, 229-230, 232, 245.
- Hamilton, Alexander 181, 194,
 208.
 Harrington, James 122, 124.
 Harrison, William Henry 50,
 87-88, 98, 201, 203, 205.
 Hawthorne, Nathaniel 88,
 219.
 Hayne, Robert 206.
 Hegel, Georg Wilhelm
 Friedrich 43, 62, 174n, 175,
 226, 230.
 Heighton, William 21n.
 Helvétius, Claude-
 Adrien 220.
 Hobbes, Thomas 159, 213.
 Holbrook, Josiah 140.
- Jackson Junior, William 113n.
 Jackson, Andrew 12, 14-16,
 22, 26, 35, 47-48, 50-54, 71,
 74, 76, 78, 83, 93-96, 175,
 181-184, 187, 189, 196-197,
 201, 203-204, 209, 240, 245,
 253, 258, 262.
 Jefferson, Thomas 31-32,
 38-40, 45, 47, 50n, 51, 62,
 83, 100, 108, 111, 113, 121,
 126-127, 161, 176-177, 181,

- 194, 197, 201, 204, 208, 215-216, 248, 255, 264.
- Jennings, Robert L. 141n.
- Johnson, Richard M. 142.
- Kant, Emmanuel 175.
- Kendall, Amos 183, 184n.
- Kneeland, Abner 144, 221-222.
- Lamennais, Félicité Robert de 221 et n.
- Legett, William 183.
- Lieber, Francis 49, 102.
- Locke, John 93, 95, 99, 121, 126, 171, 173, 180, 244.
- Lowell, James Russell 47n, 225n.
- Luther, Martin 220.
- Madison, James 102-103, 122, 181, 185, 204.
- Maistre, Joseph de 216.
- Malthus, Thomas Robert 113.
- Mann, Horace 146, 155-159.
- Manning, William 113.
- Marie II Stuart, reine d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande 231.
- Marshall, John 54.
- Martineau, Harriet 49.
- Marx, Karl 12, 21n, 23, 58n, 62, 70, 106, 110, 113, 116, 119n, 120, 122, 135, 155-156, 251, 259.
- Matter, Jacques 150n.
- Mill, John Stuart 87, 245.
- Ming, Jr., Alexander 121, 123.
- Monroe, James 204.
- Montesquieu, Charles de Secondat, baron de La Brède et de 161.
- Moore, Ely 114.
- Morse, Samuel 57.
- Morton, Marcus 155, 159.
- O'Sullivan, John 26, 48, 54, 57n, 82, 88-89, 93, 99, 101, 213, 225, 243.
- Owen, Robert 118, 127-128, 131-132, 221.
- Owen, Robert Dale 9, 21, 36, 46-47, 89-91, 93, 117, 121, 123-124, 128, 135, 139, 141, 143-149, 161, 175, 177, 191, 221, 224.
- Paine, Thomas 40 et n, 115, 118, 121, 144, 161, 174, 176-177, 181, 183, 185-186, 190, 212-213, 215, 231-232.
- Parker, Theodore 151.
- Peabody, Elizabeth Palmer 128, 130, 151-152, 156, 246n.
- Poe, Edgar Allan 88.
- Polk, James 51, 203, 208.
- Randolph (de Roanoke), John 91-92, 217.
- Rantoul, Robert, Jr. 159.

- Raymond, Daniel 182.
 Rehnquist, William 234.
 Ricardo, David 122-123, 125, 182n.
 Ripley, George 129, 151, 221-222.
 Ripley, Sonia 129.
 Rives, William Cabell 193.
 Rousseau, Jean-Jacques 18n, 220, 262n.
- Saint-Just, Louis Antoine Léon de 29.
 Saint-Simon, Claude-Henri de Rouvroy, comte de 31, 35-37, 44n, 106, 108, 125, 129, 211, 221.
 Say, Jean-Baptiste 181.
 Skidmore, Thomas 40, 117, 120-121, 123-124, 126, 149, 177, 190-191.
 Smith, Adam 35, 62, 95, 155-156, 161, 174, 180-184, 187, 197, 212, 260.
- Tappan, Arthur 235.
 Tappan, Lewis 162, 235.
 Taylor, John 121n.
 Taylor, Nathaniel 136.
- Thoreau, Henry David 9, 88, 151, 255 et n.
 Tocqueville, Alexis de 10, 14, 16, 21-48, 49, 60, 62, 64-65, 81, 83, 106-107, 134-135, 139, 170-171, 174, 194-195, 214, 218, 229, 253-254, 259-261, 264.
 Trump, Donald 11-12.
 Turner, Nat 59.
 Tyler, John 203, 205.
- Van Buren, Martin 34, 80, 86, 88, 184, 196-198, 203, 213, 247.
 Voltaire 220.
- Washington, George 176.
 Webster, Daniel 98, 187, 193, 198, 200, 206.
 White, Hugh Lawson 87 et n.
 Whitman, Walt 88, 97.
 Woodbury, Levi 65n.
 Wright, Frances 9, 21, 36, 47, 89, 91-93, 114, 117, 121, 128, 132, 135, 139-141, 144-149, 161, 175, 177-179, 190-191, 221, 224-225, 263.
 Wright, Silas 207.

Index thématique

- Abolition
- de la propriété 40;
 - de l'héritage 40;
 - de l'esclavage 59, 83, 99, 105, 113, 118, 264;
 - de la monarchie 83;
 - des salaires 105;
 - de l'emprisonnement pour dettes 113;
 - du cens 120.
- Abolitionnisme 50, 99, 117-118, 162-164.
- Agrarianisme 124, 127, 225.
- Agriculture 53-60, 61, 63, 67.
- Amérique 21, 24, 28, 34, 37-38, 42-46, 51n, 54, 64-66n, 68, 75, 78, 102, 106-108, 111n-112, 120, 127, 168n, 186, 195, 200n, 240, 251-255, 261.
- Arminianisme 136.
- Associations
- locales 27, 134-137, 143-144, 151, 163-164, 176, 237;
 - Union of Trade Associations* 65;
 - de travailleurs 100, 176;
 - réformatrices 134-137, 143.
- Autochtones 52-54.
- Banque (fédérale/nationale) 174, 182-185, 190-195, 198-200, 202, 205, 208, 210.
- Baptistes 136, 138.
- Bien public 129.
- Capitalisme
- marchand 36, 65-67, 69, 73, 109, 118;
 - industriel 66.
- Catholicisme 23, 44, 47, 59, 216, 252.
- Cens électoral 80, 101.
- Centralisation 27-31;
- centralisme 29, 45, 213.
- Chartistes 127.
- Christianisme 44 et n, 145, 219, 221n, 222, 228.
- Citoyens 4, 9, 12, 25, 28, 32-33, 53, 78, 97, 102, 125, 135, 170, 174, 190, 197, 238, 249, 260.
- Civilisation 19, 23, 42, 72n, 168, 229-232.

Classes

- défavorisées 218, 221;
- différence de – 100;
- industrielles, laborieuses, travailleuses 105 et n, 111-112, 145-148, 185-186, 211, 213;
- prolétariat 116;
- sociales 106-109, 179, 211;
- des esclaves 110;
- luttons, conflits, antagonismes de – 111, 112, 113n, 179, 211-213, 226, 233, 242, 252;
- notion de – 115;
- moyennes 156, 230;
- opprimées 119;
- populaires 135, 263;
- supérieures 155.

Colonialisme 13.

Commerce 64, 67, 69, 181-182, 189, 194-195, 202, 207n, 210.

Commonwealth 29.

Common man (homme du peuple) 12.

Communautés

- utopiques 128, 131, 135;
- démocratiques 135, 138, 152, 161;
- phalanstères 129.

Communisme 15, 132.

Congrégationalisme 47.

Conservatisme 47, 215, 217-218, 224-228.

Constitution 11-12, 19, 28, 30, 45, 52, 53n, 77-80, 83, 93, 100-123, 141-142, 162n, 165, 185-187, 191-201, 204-209, 215-217, 234, 238, 241-249, 254n, 255-256;

- américaine 11, 12, 19, 26n, 28n, 30.

Constitutionnalisme 242.

Contrat social 244, 262.

Culture

- notion de – 17, 69;
- politique 50n, 70, 155-156;
- démocratique 51;
- de masse 60n, 119;
- sociale 74;
- de l'esprit 147;
- républicaine et spirituelle 152.

Décentralisation 27-28.

Démagogie 78.

Démocratie

- américaine 11n, 24, 30, 34, 45-47, 53-54, 71n, 168, 252, 255, 264;
- capitaliste 15;
- directe 10, 77, 102-103;
- distributive 10;
- histoire de la – 22;
- jacksonienne 9, 50, 66, 72, 74, 76, 96, 113, 137, 259-262;
- jeffersonienne 45, 83;
- participative 10;

- politique 33-34, 48-51, 78, 107, 130, 133, 163, 173, 211, 251-262;
 - représentative 9, 102;
 - sociale 9, 34, 38, 107, 115, 120, 133-135, 164, 255, 259-261;
 - véritable 10, 14, 211.
- Destinée manifeste (*Manifest Destiny*) 13, 52, 54 et n, 60n, 265.
- Droit
- divin 45;
 - politique 135;
 - de vote 35, 44, 59, 77-93, 100-103, 264;
 - du peuple 83;
 - judiciaire 246;
 - à l'égalité et à la liberté 141-142, 214;
 - aux manifestations et à la rébellion 162, 234, 249;
 - des États 29, 200, 206, 213-214, 234, 237, 242;
 - des minorités 216;
 - du gouvernement fédéral 195;
 - du Congrès 206;
 - au travail, à l'éducation 153;
 - naturel 126.
- Économie
- de marché 64-66, 265;
 - morale 67-68.
- Égalité
- des conditions 24, 31, 40-41, 65, 107, 253;
 - de la propriété 107;
 - et liberté 24.
- Élection
- présidentielle 12, 80-81.
- Élites 11, 25, 76, 89, 135.
- Esclavage 29, 58n, 59, 60n, 61, 110, 117-118;
- esclavagisme 59, 118, 239.
- Exceptionnalisme 40, 43, 45, 111, 178.
- Expansionnisme 50-51.
- Exploitation
- agricole 60;
 - de l'homme par l'homme 110;
 - d'une classe par une autre 113;
 - du salarié 122, 264.
- Famille 32, 39, 65-66, 74, 98n, 128, 148.
- Fédéralisme 31, 45, 208;
- fédération 206, 243.
- Femmes 9, 12, 22, 66-67, 108, 128, 133, 145, 164.
- Frontière 52-53, 73;
- entre classes 116.
- Gouvernement (local, étatique, fédéral) 13, 21, 25, 28,

- 30-31, 39, 44-45, 56-57, 240-246, 260-261.
- Grands électeurs 11-12.
- Grand Réveil 57 et n, 64, 133, 135-138.
- Grèves 66, 114.
- Guerre
- bancaire 73, 182-184, 187, 202;
 - contre l'Angleterre (1812-1815) 182, 188, 200-202;
 - contre le Mexique 50;
 - d'Indépendance 199, 202;
 - révolutionnaire 206;
 - de Sécession 11, 30n, 45, 54n, 214, 238, 255, 258.
- Historiographie
- de la Jeune Amérique 46, 66, 71 :
 - jacksonienne 46, 61, 74-76;
 - de la révolution du marché 61.
- Idée américaine (l') 43-44, 84.
- Idéologie
- libérale 10, 260;
 - néolibérale 11, 183;
 - providentialiste 55;
 - raciste 59;
 - dominante 62, 227;
 - jacksonienne 72;
 - républicaine 75, 173;
 - démocratique 75, 93, 218, 252;
 - du laisser-faire 161, 173;
 - matérialiste 170;
 - du Parti démocrate 173, 203, 225.
- Immigrants 58.
- Impôts 58, 85, 148, 198, 205.
- Indiens, nations indiennes 9, 12, 22, 30, 52, 55n, 240-241, 264.
- Individualisme 45, 131-132, 167-172, 180, 210, 213.
- Industrie 61, 66, 94-95, 106, 109-110, 122, 124, 128-129, 131, 147, 153, 207, 242.
- Institutions 11, 14, 76, 84, 87, 90, 135, 140, 147-148, 157, 163-165, 170, 186, 216n, 224, 232-234, 237-239.
- Jeune République 28, 45, 49, 50n, 52, 67n, 68, 75, 83, 135, 199, 200n, 253, 257-258, 265.
- Jus officii* (droit à l'éligibilité) 82.
- Justice
- sociale 14;
 - distributive 40n, 48, 122, 130n;
 - éternelle, divine, souveraine 43, 246-248;
 - et religion 210, 225-226;
 - et économie 186;
 - politique 264.

- Laisser-faire 39, 125, 134,
161, 170, 172, 175;
– et Adam Smith 180;
– du Parti démocrate
202-203;
– du système américain
210-213, 246.
- Libéralisme
– bourgeois 222;
– économique 45, 189, 265;
– politique 106, 260;
idéologie du – 47, 70, 224;
– et républicanisme 75-76;
critique du – 171, 183;
– lockien 173, 180;
– français 175;
– démocrate 216, 256;
– populaire 254;
– américain 256, 258.
- Liberté
– communale 29;
– et Mission 43;
– universelle 43-44;
Parti de la – 50;
Empire de la – 52;
– et esclavage 52;
– des institutions 84;
pouvoir et – 102;
notion de – 119;
– de parole 141;
– de pensée, de conscience
142-143;
– et éducation 151;
– universelle 163;
– et égalité 24, 41, 86, 89,
91, 94, 119, 120, 172;
– et néolibéralisme 183;
– de commerce 207;
– et progrès 223;
amis de la – 232;
atteinte à la – 27, 236;
– individuelle, personnelle
85, 178, 181, 213, 230,
237;
principe de – 237;
– et gouvernement 173,
246;
– des Modernes, des
Anciens 170n, 246;
– négative 173;
– positive 246;
– politique 33, 83, 85, 176,
247;
– démocratique 247;
– et autorité 247.
- Libre pensée 47.
- Lois
– sur la succession 32, 127;
– politiques 83, 92, 94, 96;
– démocratiques 34, 107;
– inégalitaires 39, 113, 140,
178;
– équitables 91, 94;
– économiques 131;
– coercitives 141.
- Lowell (usines de) 47n, 58n,
61, 66, 74n, 108-109;
Offering 109n, 114, 117n.
- Marchand-capitaliste 64.
- Méthodistes 136-138, 141.
- Mission providentielle 265.

- Monnaie (métallique ; papier-monnaie) 183, 185, 198.
- Mouvement ouvrier 65, 74, 120, 179-180.
- Nation 33, 54-55, 60, 64-65, 97, 143n, 173, 178, 200n, 202, 205, 214, 218, 228, 238, 240, 243, 248-249, 264.
- Nationalisme 12, 46, 112, 201n, 231n.
- Néo-libéralisme 183.
- Opinion publique 106, 240.
- Organicisme 165, 172.
- Paradigme (tocquevillien) 15, 253 ;
– de « révolution du marché » 68, 253.
- Particularisme 13, 14.
- Patriotisme 226.
- Peuple
définition de – 23, 25, 29-33, 35-36, 43-44, 51, 71, 82, 94-97, 182-183, 190, 198, 204, 209, 214, 216-217 ;
– souverain 26, 77, 83, 86-88, 100, 102-103 ;
– comme corps politique 98n, 100 ;
– et démocratie 114, 135 ;
démagogie 97 ;
– et Parti whig 98 ;
– et démocratie 114, 135 ;
– républicain vertueux 93 ;
pouvoir du – 89-90 ;
éducation du – 96, 99, 140, 154, 160 ;
vrai – 94.
- Piste des Larmes (*Trail of Tears*) 54, 55n.
- Populisme 12, 15, 79-80 ;
référendum populaire 80 ;
vote 79 ;
gouvernement 25, 77.
- Pouvoir
– majoritaire 26 ;
– local 29 et n, 155, 159 ;
– fédéral, central 30-31 ;
– divin 32 ;
– et révolution 52 ;
– oligarchique 71 ;
– capitaliste 73, 79n ;
– politique 82, 86, 88 ;
– du peuple 89, 91 ;
– des partis 93, 102 ;
– et savoir 103, 114, 123, 148, 178 ;
– matériel 160, 171, 178 ;
– de préemption sur le travail 126 ;
– des classes laborieuses 145, 190 ;
– de l'argent 147 ;
– du gouvernement 194-195, 197 ;
– du Congrès 206 ;
– des États 214 ;
– de l'élite 242 ;
– souverain 245 ;

- de la Constitution 248, 256;
- du Parti whig 261.
- Progrès 37, 43, 57;
 - social 84-85, 144, 222, 241;
 - politique 102;
 - de la communication 143, 168;
 - chrétien 154, 176, 221-222;
 - et éducation 155;
 - idée de – 220, 223-224, 228-229;
 - de la civilisation 230;
 - révolution, réforme 233;
 - et liberté 247.
- Prolétariat 116, 243.
- Propriété 33, 40, 52, 62-63, 79-80, 85, 92-93, 105-107, 116-117, 120-121;
 - conception de Paine, Skidmore, Owen 122-123;
 - Homestead Act* (Loi sur la propriété agraire) 124;
 - privée 125-127;
 - communautaire 128-133;
 - réforme de la – 172, 209-211, 228, 241n, 263.
- Protectionnisme 57, 208.
- Providence, providentialisme 41, 53-54, 100, 176n, 248.
- Racisme 12, 59, 240, 265.
- Radicalisme 34, 47, 118, 224-228.
- Rationalistes 136, 151.
- Régionalisme (*sectionalism*) 50.
- Révision constitutionnelle 91, 249.
- Révolution
 - américaine 38, 42, 83, 176, 201, 217, 231-232;
 - de la consommation 55;
 - du marché 10, 39, 55, 61-62, 65-68, 70, 75, 109, 118, 138, 253, 265;
 - politique 22.
- Socialisme 110, 127, 251-252, 263;
 - socialistes 122, 130, 171.
- Sociétés anti-esclavagistes 162-163, 234-236.
- Souveraineté
 - populaire 11-12, 14-15, 28-30, 33, 43, 82-89, 97-100;
 - indienne 241.
- Suffrage
 - direct 12;
 - universel 12, 22, 24-25, 27, 34, 41, 43-44, 51, 77, 79, 81-85, 88, 91-92, 107, 145-146, 148-149, 190, 210, 242, 253-254, 261n, 265.
- Syndicats 114, 146.

- Tarif douanier 174, 198,
203 et n, 208;
– discriminatoire,
du compromis,
protectionniste 209, 243.
- Terres publiques 174, 182,
189, 200-202, 205-206, 208.
- Théorie de la valeur-travail
95, 121, 125, 263.
- Town meeting* 14, 27.
- Tradition
– centralisatrice 27;
– libérale 69 et n;
– politique 73, 78, 79n,
119n, 135;
– décentralisatrice 160,
180-181, 212, 216 et n,
219n;
– chrétienne 229, 231, 260.
- Transcendantaliste 219, 224.
- Travail 9, 13, 17-18, 35;
capital 36-37, 263;
valeur-travail 95, 125-126,
128;
salarié 129, 162;
– en commun 131, 144;
– des enfants 153-154, 158;
– intellectuel 154;
division du – 158, 181;
– productif, improductif 182
et n, 191, 207, 243;
– libre 257;
– de l’histoire 257;
– de recherche 25.
- Travaux publics 56-57, 182,
194, 200-201;
financement des – 202-204,
210;
– et Jackson 204, 205.
- Unitarien 219, 224;
unitarisme 47, 210.
- Universalisme 13, 47.
- Utopie, utopisme 213, 255-
256.
- Vertu 11, 72, 89, 95, 97, 170.
- Veto 26, 35-36;
– sur la banque 76, 94n,
182-183, 184n, 187-188,
196n;
route Maysville-Lexington
204.
- Volonté générale 96, 216,
262 et n.

Table des matières

Avant-propos, d'Élise Marienstras, Nathalie Caron et Sophie Wahnich.....	9
Introduction	
Brownson et Tocqueville, des contemporains.....	21
Chapitre 1	
Qu'est-ce que la Jeune République?	49
Chapitre 2	
Rendre le peuple souverain	71
Chapitre 3	
Prémices d'une conscience de classe.....	105
Chapitre 4	
Pour une éducation populaire	133
Chapitre 5	
L'État: mal nécessaire ou bien véritable?	167
Chapitre 6	
Engager la lutte de « l'homme contre l'argent ».....	199
Chapitre 7	
Qui êtes-vous, pasteur Brownson : un radical ou un conservateur?	215

Conclusion	
Une démocratie incertaine.....	251
Orientations bibliographiques.....	267
Index des noms.....	281
Index thématique.....	285
Table des matières.....	293